



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO 2022



BURKINA FASO
Ministère de l'Economie, des Finances
et du Développement
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO 2022

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES	3
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	4
AVANT-PROPOS	5
RÉSUMÉ	6
INTRODUCTION	7
1. Environnement international	7
2. Evolution de la situation économique dans l'UEMOA	8
3. Evolution de la situation économique au Burkina Faso	8
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	9
1.1- Balance commerciale	10
1.1.1- Exportations de biens	10
1.1.2- Importations de biens	15
1.2- Balance des services	18
1.2.1- Exportations de services	18
1.2.2- Importations de services	18
1.3- Compte du revenu primaire	19
1.4- Compte du revenu secondaire	21
II- COMPTE DE CAPITAL	23
2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits	23
2.2- Transferts en capital	23
III- COMPTE FINANCIER	23
3.1- Investissements directs étrangers	24
3.2- Investissements de portefeuille	25
3.3- Dérivés financiers	25
3.4- Autres investissements	25
IV- CAPITAUX MONÉTAIRES	26
V- POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE	27
5.1- Evolution de la position extérieure globale nette	27
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	27
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette	27
CONCLUSION	28
Appendice : Définitions et démarches méthodologiques	30
ANNEXES	33

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition géographique des exportations du Burkina entre 2018 et 2022 (en %)	13
Tableau 2 : Prix moyen selon la catégorie Bovine	14
Tableau 3 : Estimation des exportations d'animaux vivants	14
Tableau 4 : Provenance des importations de biens du Burkina entre 2018 et 2022	17
Tableau 5 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	20
Tableau 6 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2018 à 2022	22
Tableau 7 : Evolution du compte de capital de 2018 à 2022	23

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des taux de croissance et d'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA	9
Graphique 2 : Evolution du compte des transactions courantes de 2018 à 2022	9
Graphique 3 : Evolution de la balance des biens	10
Graphique 4 : Structure des exportations en 2021 et 2022	11
Graphique 5 : Evolution des exportations de biens de 2018 à 2022	12
Graphique 6 : Evolution des importations par fonction d'utilisation	15
Graphique 7 : Structure des importations de biens en 2021 et 2022	15
Graphique 8 : Evolution des composantes du compte de services de 2018 à 2022	18
Graphique 9 : Evolution de la balance des biens et services de 2018 à 2022	19
Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2018 à 2022	19
Graphique 11 : Evolution du compte du revenu secondaire	21
Graphique 12 : Evolution du compte financier de 2018 à 2022	24
Graphique 13 : Evolution du solde global de la balance des paiements	26

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AEN	:	Actifs Extérieurs Nets
AID	:	Autres Institutions de Dépôts
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	:	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	:	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	:	Coût Assurance Fret
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	:	Communauté Financière Africaine
DGC	:	Direction Générale du Commerce
DGCOOP	:	Direction Générale de la Coopération
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGTCP	:	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS	:	Droits de Tirage Spéciaux
ECID	:	Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs Étrangers
FAGACE	:	Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique
FAO	:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FMI	:	Fonds Monétaire International
FOB	:	Free On Board
IDE	:	Investissements Directs Étrangers
IHPC	:	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	:	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ISBLM	:	Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages
MBP5	:	Manuel de la Balance des Paiements, 5ème édition
MBP6	:	Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position
	:	Extérieure Globale
MSFM	:	Manuel des Statistiques Financières et Monétaires
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
OPEP	:	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNG	:	Position Nette du Gouvernement
SCN	:	Système de Comptabilité Nationale
SSE	:	Statistiques du Secteur Extérieur
SYSCOA	:	Système Comptable Ouest Africain
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union. A cet effet, le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Burkina Faso au titre de l'année 2022.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie traduisent l'incidence financière des relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent : la balance des paiements, la Position Extérieure Globale (PEG) et le compte des autres changements des actifs et passifs financiers. La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents d'un pays ou d'une région durant une période donnée. La PEG donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs financiers et des passifs des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents. Le compte des autres changements des actifs et passifs financiers retrace les autres flux, tels que les réévaluations, et rapproche la balance des paiements et la PEG en mettant en évidence les changements dus aux événements économiques autres que les transactions.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets de passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier reflète les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette. En effet, les débits enregistrés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs. Ainsi, un solde négatif du compte financier traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Depuis 2011, les comptes extérieurs du Burkina Faso sont élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édicté en 2009, prend en compte les développements liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements (MBP5).

Les comptes extérieurs de l'année 2022¹ prennent en compte les estimations de la production artisanale d'or effectuées sur la base des résultats de l'enquête nationale sur le secteur de l'orpaillage réalisée en 2017 par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD).

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle FMI. A la différence de la présentation FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets forment le solde de la balance des paiements.

=====

¹La monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire. Le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

RÉSUMÉ

Le présent rapport analyse les principaux traits caractéristiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Burkina Faso au titre de l'année 2022, année marquée par de nouvelles turbulences consécutives au déclenchement du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Outre son impact sur la croissance mondiale qui a connu un net ralentissement à 3,5% après le rebond post-Covid-19 de 6,3% enregistré en 2021, ce conflit a impacté le commerce mondial, provoquant de nouvelles perturbations dans les chaînes d'approvisionnements, avec pour corollaire un renchérissement spectaculaire des denrées alimentaires et des produits énergétiques. Sous l'effet combiné de ces facteurs, l'inflation a atteint au plan mondial 8,7% en 2022, niveau le plus élevé depuis quarante ans.

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, nonobstant la persistance d'une conjoncture peu favorable à l'échelle internationale et des problèmes sécuritaires au plan interne, l'activité économique est demeurée dynamique en 2022. Le taux de croissance est ressorti à 5,6% après 6,1% en 2021. Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 7,4% en 2022, contre une réalisation de 3,6% en 2021. Les cours mondiaux des matières premières exportées par les Etats membres ont connu une forte hausse, en particulier les produits énergétiques fossiles, notamment le gaz (+104,2%) et le pétrole (+40,0%), ainsi que d'autres produits tels que le phosphate (+116,0%) et l'uranium (+24,1%).

Au Burkina Faso, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 1,8% en 2022, en nette décélération par rapport à celui de 6,9% enregistré en 2021. Cette évolution s'explique par la baisse de 9,6% de la valeur ajoutée des entreprises opérant dans le secteur secondaire, dont le poids dans l'économie nationale représente 26,4% du PIB. La croissance est restée en territoire positif grâce aux performances dans les secteurs primaire et tertiaire. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, a atteint 14,1% en 2022 contre 3,9% en 2021, largement au-dessus de la moyenne de 7,4% enregistrée au niveau de l'UEMOA.

En 2022, la balance des paiements² du Burkina Faso qui, à l'instar des autres pays de l'Union, n'a pas été épargnée par l'amplification des tensions inflationnistes, a dégagé un déficit de 666.691 millions en 2022, après un solde excédentaire de 648.737 millions un an plus tôt. Cette inversion de tendance est exclusivement imputable au solde négatif du compte des transactions courantes, estimé à 875.738 millions contre un excédent de 42.840 millions un an plus tôt.

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 260.953 millions, comparé au montant de 235.720 millions en 2021. Cette évolution favorable est imprimée principalement par les dons projets reçus par l'Administration publique.

Au titre du compte financier, les flux d'actifs et de passifs se sont soldés par des sorties nettes de capitaux de l'ordre de 47.472 millions en 2022 contre des entrées nettes de 374.498 millions enregistrées en 2021. Cette inversion de profil du compte financier est imputable aux sorties nettes de capitaux au titre des autres investissements à hauteur de 492.136 millions et le repli des entrées nettes des investissements de portefeuille estimées à 41.585 millions contre 440.498 millions en 2021.

L'évolution des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts a connu une inversion de tendance d'une année à l'autre, passant d'un accroissement de 20.428 millions à une diminution de 244.311 millions.

La Position Extérieure Globale, qui établit le bilan du stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs du pays, est demeurée débitrice de 4.531.992 millions (-37,9% du PIB nominal), contre -3.860.229 millions (-34,8% du PIB) un an plus tôt, en aggravation de 17,4%, imprimée par un accroissement du stock des passifs financiers plus important que celui du stock des actifs.

² Le solde global de la balance des paiements, correspondant à la variation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts

INTRODUCTION

La balance des paiements est un instrument d'analyse de la compétitivité de l'économie nationale vis-à-vis du reste du monde et d'aide à la décision en matière de politique économique. Elle mesure les transactions entre les acteurs économiques résidents (banques, entreprises, ménages, administration publique) qui exercent leur activité sur le territoire national et ceux qui opèrent à l'étranger. En général, le profil de la balance des paiements porte l'empreinte de l'environnement économique, financier et monétaire international, régional et national.

1. Environnement international

En 2022, l'environnement économique et financier international a été marqué par un ralentissement de la production mondiale, après le regain de dynamisme de la demande globale en 2021. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,5% en 2022, après la hausse de 6,3% enregistrée en 2021. Cette décélération est imputable à de nombreux chocs. Il s'agit en particulier du conflit entre la Russie et l'Ukraine qui s'est traduit par des pics d'inflation dans le monde entier, le durcissement des conditions de financement suite au resserrement de la politique monétaire des banques centrales. En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est ressortie à 4,0% en 2022 après une expansion de 4,7% en 2021. L'activité est restée vigoureuse notamment dans les pays exportateurs de produits de base qui ont tiré profit de l'amélioration des termes de l'échange, consécutive à la flambée des combustibles fossiles et des métaux.

Le **taux d'inflation mondiale** s'est situé à 8,7% en 2022 contre 4,7% en 2021. Cette accélération de l'inflation, observée dans toutes les régions du monde, résulte des effets combinés de facteurs de demande et d'offre. Le choc inflationniste a été alimenté par les tensions sur les cours des produits énergétiques et des denrées alimentaires que le conflit entre la Russie et l'Ukraine a accentuées. Dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 7,3% en 2022 contre 3,1% en 2021. Dans les pays émergents et en développement, il est ressorti, en moyenne, à 9,8% en 2022 après 5,9% en 2021. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située à 14,5% en 2022 après 10,7% en 2021.

Ce contexte inflationniste a conduit les banques centrales à adopter **des mesures de politique monétaire** restrictives en vue d'ancrer les anticipations d'inflation à moyen terme, condition nécessaire à la réalisation de l'objectif de stabilité des prix. Ainsi, la Réserve fédérale (FED) a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 425 points de base (pdb), pour le porter entre 4,25% et 4,50%, soit le niveau le plus élevé depuis 2008. La Banque Centrale Européenne (BCE) a relevé ses taux de 250 pdb, le principal taux de refinancement passant de 0,00% en juin à 2,50% en décembre 2022. La Banque d'Angleterre (BoE) a augmenté son taux d'intérêt directeur de 325 points de base en 2022 pour le fixer à 3,50%, portant le coût d'emprunt à son plus haut niveau depuis fin 2008. Dans la sous-région ouest africaine, l'orientation de la politique monétaire s'est inscrite dans le même sillage. La Banque Centrale du Nigeria (CBN) a augmenté de 500 pdb son taux directeur pour le porter à 16,5%. Au Ghana, la Bank of Ghana (BoG) a dû remonter de 1.250 pdb son principal taux directeur pour l'établir à 27,00% en décembre 2022, en vue d'endiguer les pressions inflationnistes.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est déprécié face aux principales devises en 2022, en lien avec la normalisation tardive par la Banque Centrale Européenne (BCE) de sa politique monétaire et les risques de récession ayant pesé sur les principales économies de la zone. Le cours de l'euro s'est ainsi replié de 11,0% vis-à-vis du dollar US pour s'établir à 1,0539. Il s'est déprécié par rapport au franc suisse (-7,0%), au dollar canadien (-7,6%) et à la livre sterling (-0,9%). Face aux devises des pays émergents, l'euro s'est déprécié de 16,5% vis-à-vis du rouble russe, de 7,3% par rapport au yuan chinois et de 5,5% à l'égard de la roupie indienne. Dans l'espace CEDEAO, le Franc CFA s'est apprécié de 25,8% face au cedi ghanéen et de 18,9% vis-à-vis de la leone sierra-léonaise. Il s'est déprécié en revanche de 20,7% face au franc guinéen, de 18,2% vis-à-vis du dollar libérien, de 5,3% à l'égard du naira nigérian et de 3,2% par rapport au dalasi gambien.

Les cours mondiaux des produits de base ont poursuivi leur rebond entamé en 2021. L'indice des principaux produits exportés, calculé par les services de la BCEAO, a enregistré une hausse de 11,6% en 2022, après celle de 16,8% en 2021. Les prix des principaux produits alimentaires importés ont pour leur part connu une hausse plus importante de 22,0% en 2022, contre 14,5% en 2021. La hausse des **cours mondiaux des principales matières premières** exportées par l'Union a concerné les produits énergétiques, notamment le gaz (+104,2%) et le pétrole (+40,0%), ainsi que le phosphate (+116,0%), l'uranium (+24,1%), le café (+17,9%), le coton (+16,7%), les huiles

végétales (+8,8%) et le caoutchouc (+6,9%). En revanche, les cours du zinc (-27,2%), de la noix de cajou (-12,2%), du cacao (-2,3%) et du bois grume (-2,2%) se sont repliés. En ce qui concerne l'or, principal produit d'exportation du Burkina Faso depuis 2009, son cours en FCFA a connu une hausse de 12,6%, à la faveur du raffermissement du dollar vis-à-vis du FCFA (+12,5%).

2. Evolution de la situation économique dans l'UEMOA

L'activité économique dans l'UEMOA est demeurée dynamique en 2022. Son taux de croissance s'est établi à 5,6% après 6,1% en 2021. Cette croissance a été tirée principalement par les investissements réalisés dans le cadre de l'exécution de plusieurs chantiers de construction d'infrastructures ainsi que dans le secteur des hydrocarbures.

Le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse de 7,4% en moyenne annuelle en 2022. Les tensions sur les prix des produits alimentaires consécutives à la baisse de la production céréalière de la campagne 2021/2022, les difficultés d'approvisionnement des marchés dans un contexte sécuritaire fragile ainsi que l'envolée des cours des denrées alimentaires importées et des produits énergétiques expliquent ce taux d'inflation élevé par rapport à celui de 3,6% un an auparavant.

La gestion des finances publiques dans l'UEMOA s'est soldée en 2022 par un creusement du déficit budgétaire qui s'est établi à 6.971,7 milliards soit 6,4% du PIB, contre 5.435,3 milliards soit 5,4% du PIB un an auparavant. Le financement de ce déficit public a été assuré en grande partie par la mobilisation de ressources sur le marché financier régional et, dans une moindre mesure, par des appuis des partenaires extérieurs. L'encours de la dette publique s'est établi à 21.335,5 milliards à fin décembre 2022, soit 56,9% du PIB après 54,8% un an plus tôt.

Les échanges extérieurs ont dégagé un déficit de 3.343,2 milliards en 2022 après un excédent de 475,7 milliards en 2021. Cette évolution est imprimée par le solde négatif des transactions courantes qui s'est creusé sous l'effet d'un alourdissement de la facture des importations (+24,0% en un an), face à une moindre hausse des exportations (+16,2%).

La situation monétaire porte l'empreinte de la détérioration des comptes extérieurs. Les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts de l'Union ont diminué en valeur de 3.288,7 milliards pour s'établir à 4.458,0 milliards à fin décembre 2022, une évolution dont s'est ressentie la masse monétaire.

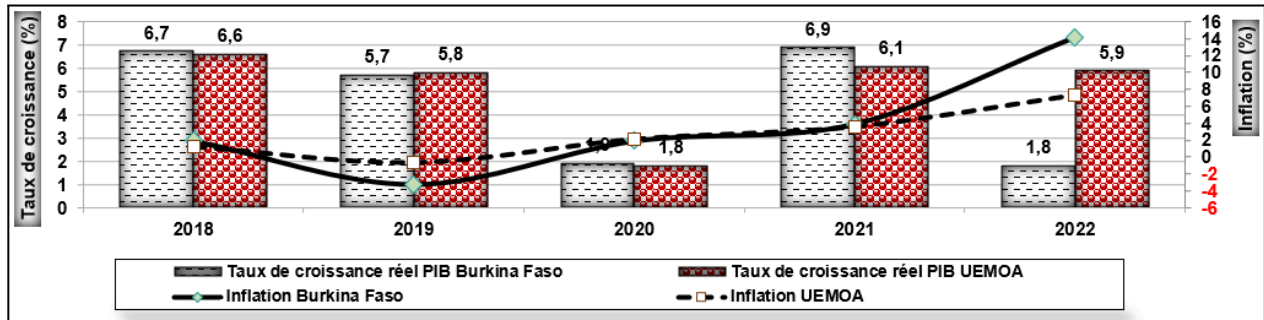
3. Evolution de la situation économique au Burkina Faso

Sur le plan national, le contexte a été caractérisé par la persistance des attaques terroristes entraînant un déplacement interne de populations, l'avènement de transitions politiques et des tensions inflationnistes sur les produits de grande consommation. La campagne agro-pastorale, quant à elle, a été globalement favorable en dépit des attaques parasitaires.

Sur la base des dernières estimations, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 1,8% en 2022 contre 6,9% en 2021. Cette moindre performance résulte de la contribution négative du commerce extérieur dépendant dans le contexte du Burkina Faso du secteur minier.

L'inflation, en moyenne annuelle, est ressortie à 14,1% en 2022 contre 3,9% en 2021. Cette progression résulte de la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Graphique 1 : Evolution des taux de croissance et d'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA



Source : BCEAO

Les opérations financières de l'Etat en 2022 se sont soldées par un creusement du déficit budgétaire atteignant 1.078.581 millions, expliqué par une plus forte progression des dépenses (+23,2%) par rapport à celle des recettes (+17,3%). Le contexte socio-politique d'ensemble dans lequel l'exécution budgétaire s'est réalisée, n'a pas permis une mobilisation optimale des ressources extérieures.

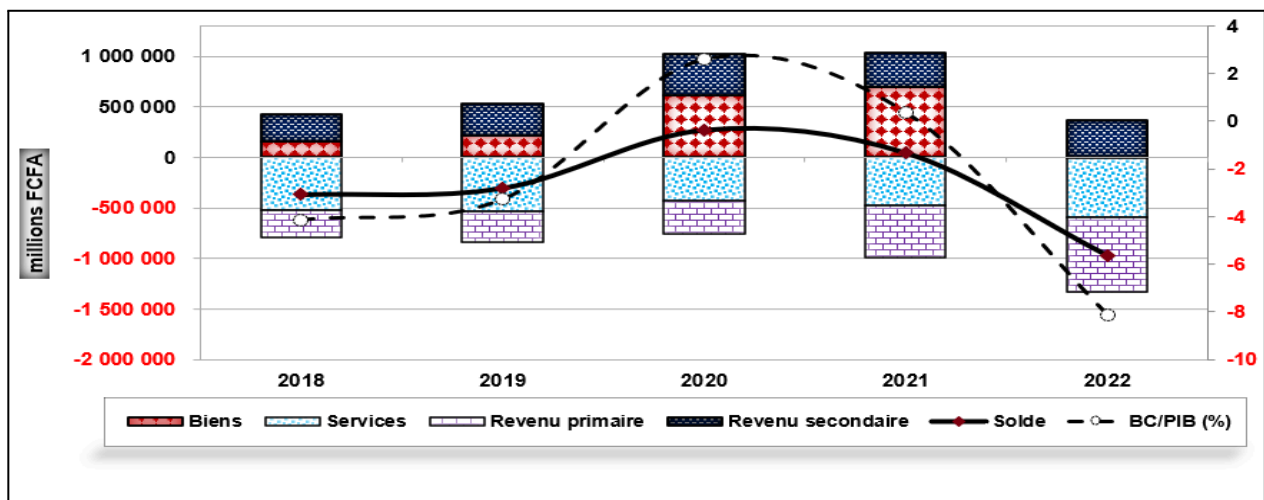
La situation monétaire a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire de 2,4%, de moindre ampleur que les années antérieures, du fait de la baisse de 664.682 millions (-25,2%) des Actifs Extérieurs Nets (AEN). Cette diminution est imputable au solde négatif dégagé par la balance des paiements dont le présent rapport analyse les détails. Il est subdivisé en cinq (5) sections couvrant successivement le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes regroupent les échanges des biens et services, ainsi que des transactions sur revenus avec les non-résidents. Leur solde indique l'aptitude de l'économie nationale à équilibrer ses échanges avec le reste du monde.

Dans le contexte du Burkina Faso en 2022, ces transactions se sont traduites par un déficit historique de 875.738 millions soit -7,3% du PIB, après un excédent de 42.840 millions (+0,4% du PIB) une année auparavant. Ce profil exceptionnel du compte des transactions courantes en 2022 est lié principalement aux répercussions de la crise russo-ukrainienne sur les prix des biens et services importés. Il est noté un accroissement des sorties de capitaux au titre des revenus primaires que n'a pu compenser les entrées de revenus secondaires, constitués des transferts sans contrepartie.

Graphique 2 : Evolution du compte des transactions courantes de 2018 à 2022



Source : BCEAO

1.1- Balance commerciale

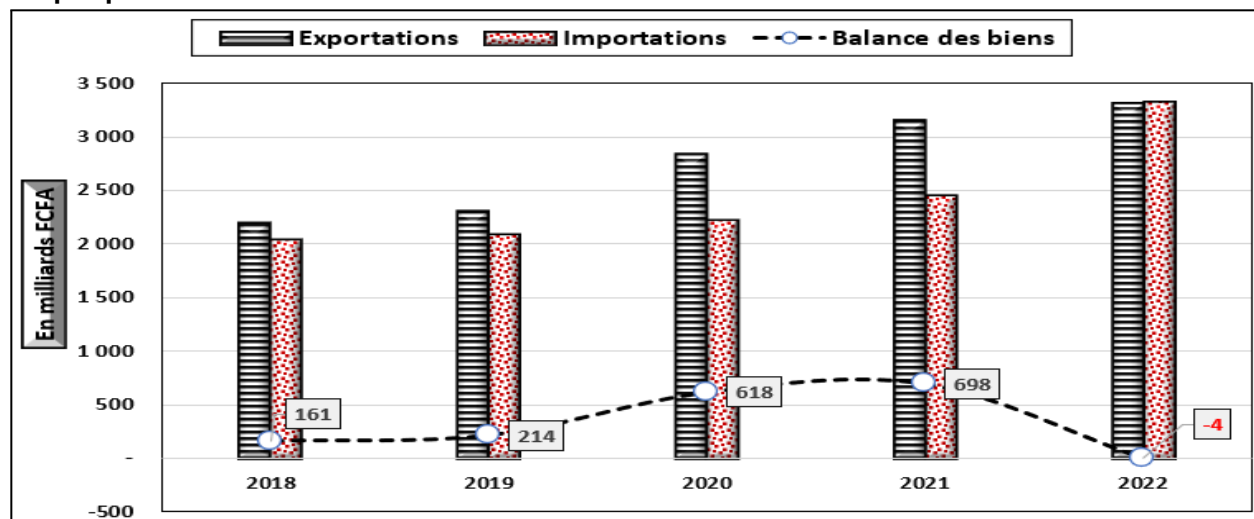
En 2022, les échanges commerciaux (exportations + importations de biens) du Burkina Faso ont crû

de 18,4%, après une progression de 10,5% l'année précédente. Ces échanges de biens se sont traduits par un niveau des importations plus important que celui des exportations, conduisant à un déficit du solde commercial (-3.881 millions, après +698.181 millions en 2021), pour la première fois depuis cinq (05) années consécutives.

En effet, la valeur des importations a progressé de 865.495 millions (soit +35,3%), insuffisamment compensée par celle des exportations (+163.432 millions, soit +5,2%).

Ainsi, les importations de biens ont été couvertes à hauteur de 99,9% par les exportations en 2022, après un taux de couverture de 128,5% un an auparavant.

Graphique 3 : Evolution de la balance des biens



Source : BCEAO, INSD

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Evolution des exportations de biens

Les exportations (FOB) du Burkina Faso, en s'établissant à 3.312.234 millions, ont enregistré une hausse de 5,2%, de moindre ampleur que les années précédentes. La valeur des ventes des produits miniers, qui représentent les deux tiers des exportations, a baissé de 80.084 millions, une évolution notée à la fois au niveau de l'or non monétaire et du zinc. Cette contre-performance a été compensée par la bonne tenue des produits agricoles et manufacturés tels que le coton (+35.493 millions), la noix de cajou (+25.347 millions), et les ciments hydrauliques (+31.160 millions).

La baisse de la valeur des exportations d'or malgré la bonne tenue du cours s'explique notamment par le repli de la production induite par les problèmes sécuritaires qui ont contraint certaines mines à l'arrêt temporaire d'activité et d'autres à s'adapter à un rythme réduit. En ce qui concerne la baisse des exportations de zinc, elle est consécutive à la fermeture de la mine de Perkoa à la suite de l'inondation intervenue en avril 2022.

Les ré-exportations ont été valorisées à 53.840 millions en 2022, contre 36.591 millions une année plus tôt, soit une hausse de 17.248 millions (+47,1%).

Le taux d'exportation, mesurant le poids des exportations de biens par rapport au PIB, est ressorti à 27,7%, après 28,4% en 2021.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

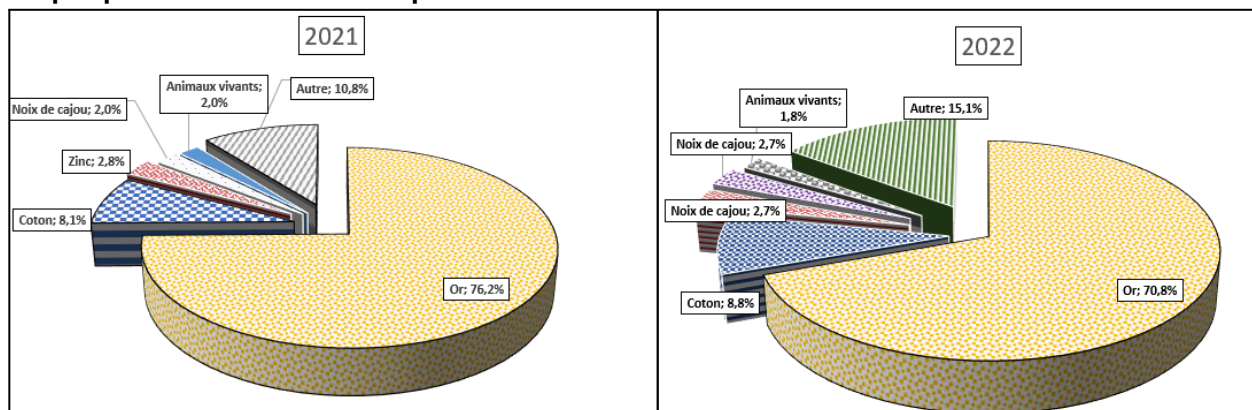
L'un des traits caractéristiques des exportations du Burkina Faso est la prédominance des produits miniers avec toutefois un repli du poids de l'or ces deux dernières années.

En 2022, les cinq (05) principaux produits exportés sont :

- l'or non monétaire avec une part de 70,8% de la valeur totale des exportations, contre 76,2% un an auparavant ;
- le coton (8,8% après 8,1% une année plus tôt) ;
- la noix de cajou (2,7% après 2,0%) ;
- les graines et fruits oléagineux (2,4% après 2,0%) ;

- les animaux vivants³ (1,8% après 2,0%).

Graphique 4 : Structure des exportations en 2021 et 2022



Source : BCEAO, INSD

Les exportations de l'or et du coton ont représenté 79,6% des exportations totales du pays. Sur la période 2012-2022, le poids de ces deux produits ressort en moyenne à 81,4%.

L'or

Les exportations d'or non monétaire occupent le premier rang des produits vendus à l'étranger depuis 2009. La valeur de ces exportations d'or s'est établie à 2.343.634 millions en 2022, en baisse de 2,4% sur un an, imputable au repli de 11,5% des quantités expédiées. L'ampleur de cette baisse a été atténuée par l'accroissement du prix de vente en FCFA. Le volume des expéditions par les circuits formels a accusé une baisse de 13,6%, passant de 67.360 kg en 2021 à 58.191 kg en 2022. Cette évolution s'explique par les facteurs ci-après :

- l'arrêt de la production, des mines de SOMITA, BMC, NORDGOLD SAMTENGA, SEMAFO BOUNGOU, RIVERSTONE KARMA, suite aux attaques et menaces terroristes ;
- l'impact de la dégradation de la situation sécuritaire dans certaines zones d'exploitation et celui des sanctions à l'encontre des investisseurs russes, avec pour conséquence une baisse de la production des mines de SOMISA, WAHGNION GOLD OPERATION et de BISSA GOLD SA.

Le volume des exportations de l'or issu de la production artisanale, empruntant les circuits informels, est estimé à 10.776 kg.

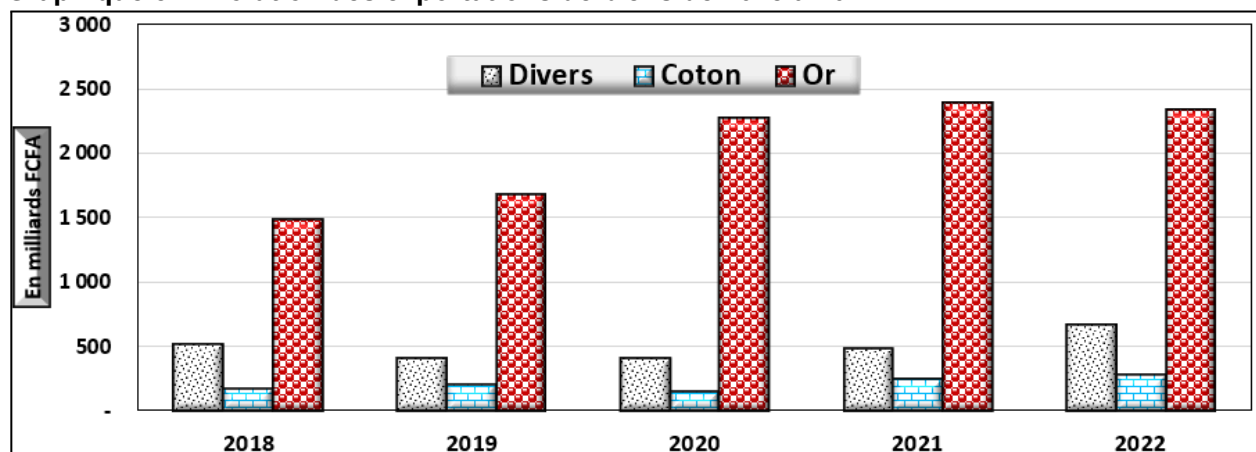
La Suisse demeure la principale destination de l'or du Burkina Faso avec des achats de 51.272 kilogrammes d'or, contre 59.431 en 2021. Elle est suivie des Emirats Arabe Unis, destination finale de 3.084 kilogrammes. Ces deux destinations cumulent 93,4% du volume des exportations d'or industriel du Burkina Faso.

Le coton

Les exportations de coton se sont établies à 290.055 millions en 2022, en progression de 13,9%, sous l'effet d'une hausse de 11,7% des prix, le volume n'ayant augmenté que de 2,0%. Les sociétés cotonnières ont exporté au total 266.014 tonnes de coton fibre en 2022, après 260.832 tonnes un an auparavant.

Les exportations de coton sont orientées principalement vers la Suisse qui a acheté 32,9% des ventes du Burkina Faso, après 47,1% en 2021. Elle est suivie par Singapour et la France dont les parts sont respectivement de 14,0% et 10,9%. Les Etats-Unis d'Amérique ont été la quatrième destination en achetant 8,1% des ventes. Ces quatre pays cumulent 65,9% des exportations de coton du Burkina Faso en 2022.

³ Les données douanières relatives aux exportations de bétails ont été ajustées pour pallier les insuffisances de déclaration à l'exportation des animaux sur pied. Les données utilisées à cet effet sont issues de la plateforme ENDRAH et de SIM/bétail du ministère chargé des ressources animales.

Graphique 5 : Evolution des exportations de biens de 2018 à 2022

Source : BCEAO, INSD

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Tous produits confondus, le continent européen est la principale destination des produits exportés par le Burkina Faso en 2022, suivi de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique.

Europe

Les données disponibles montrent que les exportations à destination de l'Europe se sont établies à 2.111.049 millions, représentant 63,7% de la valeur totale des biens exportés par le Burkina Faso. La Suisse demeure le premier client du pays avec une part de 58,8% des exportations totales. Outre l'or non monétaire, ce pays a importé 32,9% de coton fibre produit par les industries cotonnières du Burkina Faso. Les pays de l'Union européenne ont été les marchés destinataires de 4,5% des exportations.

Afrique

L'Afrique est la deuxième destination des biens du Burkina Faso en 2022, les exportations s'étant élevées à 428.945 millions, en hausse de 41,1% sur un an. La part relative du continent ressort à 13,0% des exportations totales du pays. Une réorientation des exportations d'or non monétaire place le Mali, pour la première fois, au premier rang des pays destinataires en Afrique avec une part de 6,3% des exportations totales et 48,8% de celle à destination de l'Afrique. Avec cette nouvelle donne, les autres Etats membres de l'UEMOA absorbent 11,0% du total des exportations.

Asie

Les évolutions observées dans le commerce extérieur du Burkina Faso en 2022, ont relégué l'Asie au troisième rang des destinations de produits burkinabè, avec un montant de 289.653 millions, en baisse de 115.587 millions. Ce repli a concerné l'or vers l'Inde (-222.314 millions) et le coton vers la Chine (-10.132 millions). Avec ses achats de coton, Singapour est demeuré la première destination en Asie avec une part de 3,2% du total des exportations du Burkina Faso, suivie de l'Inde (1,4%), troisième destinataire de l'or du Burkina Faso.

Amérique

L'Amérique est la quatrième destination des biens du Burkina Faso avec un montant 28.324 millions, en repli de 4.463 millions sur un an. Les Etats-Unis d'Amérique constituent le principal pays de destination du continent.

Tableau 1 : Répartition géographique des exportations du Burkina entre 2018 et 2022 (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022
EUROPE	50,0	51,0	72,5	67,2	63,7
-dont la Suisse	43,6	45,6	68,9	64,8	58,8
- l'Union Européenne	6,2	5,3	3,6	2,4	4,5
- la France	3,5	2,7	1,1	0,7	1,8
- l'Allemagne	0,3	0,4	0,4	0,2	0,4
AFRIQUE	11,2	9,7	7,7	8,0	13,0
UEMOA	3,7	4,6	4,6	4,9	9,5
- dont le Mali	0,5	1,5	1,6	2,1	6,3
- la Côte d'Ivoire	0,6	1,3	1,0	1,1	1,2
AMERIQUE	0,6	0,7	0,2	1,0	0,9
- dont les USA	0,2	0,2	0,2	1,0	0,8
- le Canada	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0
ASIE	21,1	21,7	9,8	12,9	8,7
- dont Singapour	6,4	5,4	2,5	3,4	3,2
- l'Inde	12,7	14,6	6,1	8,5	1,4
Total	100	100	100	100	100

Source : BCEAO, INSD

Encadré

Dans le cadre des travaux d'amélioration des statistiques entrant dans l'élaboration de la Balance des Paiements du Burkina Faso, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), en collaboration avec la Direction Nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé du 17 au 21 juillet 2023, un atelier de réflexion portant sur les thèmes suivants :

- 1- la collecte et le traitement des données sur les frais de raffinage de l'or payés aux non-résidents ;
- 2- l'amélioration des estimations statistiques sur les exportations du bétail par les acteurs du Burkina Faso.

1- Collecte et traitement des données sur les frais de raffinage de l'or payés aux non-résidents :

Pour le premier thème, un expert du Ministère chargé des mines a présenté une communication sur les processus d'extraction et de commercialisation de l'or notamment au Burkina Faso. A l'issue des échanges, les participants ont convenu d'une méthodologie d'estimation des frais de raffinage. Elle a consisté à :

- identifier les caractéristiques de l'or doré par sociétés minières (teneur en or, en argent et en impuretés) ;
- analyser les factures des raffineurs qui sont centralisées au niveau de la Perception Spécialisée du Ministère en charge des mines pour extraire les frais liés à l'affinage ;
- faire les conversions nécessaires des unités sur les factures (1Kg = 32,1507 onces, 1 once = 31,103 grammes, taux de change de l'Euro et de l'USD) ;
- extrapoler les résultats obtenues aux mines de caractéristiques semblables pour lesquelles les informations ne sont pas disponibles ;
- agréger les résultats pour l'ensemble des sociétés minières en production en 2022 ;
- déterminer un coefficient de frais de raffinage.

Il ressort des estimations au titre de l'année 2022 que les frais totaux (traitement, transport,

expédition, escorte etc) liés aux raffinage de l'or s'élèvent à 3.971 millions, représentant 0,2% de la valeur des exportations de l'or qui se chiffrait à 2.084,7 milliards. Les frais d'expédition et de traitement représentent respectivement 84,6% et 11,2% de ces frais totaux.

Cependant, des insuffisances sur l'étude et la gestion du secteur des mines sont à relever. Les insuffisances de l'étude sont liées principalement à la difficulté à disposer des factures des raffineurs de toutes les sociétés minières et à l'indisponibilité de données sur plusieurs années. En ce qui concerne les insuffisances dans la gestion du secteur des mines, elles sont imputables, d'une part, à la non-réalisation par les services nationaux d'analyses concernant les caractéristiques des dorés d'or avant expédition et, d'autre part, à l'absence d'entreprises de raffinage de l'or au Burkina Faso.

En ce qui concerne le second thème, une personne ressource de la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (DGESS/MARAH) a fait une présentation sur le thème afin de permettre à la Cellule Technique d'estimer les valeurs des exportations d'animaux vivants.

La démarche méthodologique proposée a consisté à l'extraction des données de la plateforme ENDRAH et de SIM/bétail. La première plateforme contient les données issues des enquêtes sur l'effectif exporté du cheptel et la seconde sur les prix à l'exportation de chaque espèce.

Les exportations d'animaux sur pied concernent les bovins, les ovins, les équins et les caprins.

Pour tenir compte de la disparité des prix selon les tailles, l'espèce bovine a été catégorisée. Ainsi, des sous-catégories ont été isolées : vaches, taurillons, taureaux, génisses et boeufs dont les prix moyens sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Prix moyen selon la catégorie bovine

	VACHE	TAURILLON	TAUREAU	BOEUF	GENISSE
2020	140 159	136 016	280 085	280 085	136 016
2021	149 735	151 666	301 668	301 668	151 666
2022	159 966	169 117	324 915	324 915	169 117

Source : Calcul de la CTN à partir des données du MARAH, juillet 2023

Cette catégorisation permet de mieux évaluer la valeur des exportations des bovins contrairement à l'ancienne méthode qui consistait à utiliser un prix moyen unique quelle que soit la catégorie (205.619 FCFA en 2020, 218 451 FCFA en 2021 et 211.895 FCFA en 2022).

L'évaluation des valeurs des exportations de bétail relève que de 2020 à 2022, les produits de l'élevage font partie des cinq produits les plus vendus à l'extérieur sur ladite période. Elles sont ressorties à 78.756 millions en 2020, 82.262 en 2021 et 60.362 en 2022.

Pour l'année 2021, la valeur des exportations communiquées par la DGESS/MARAH étaient de 61.871 millions contre 82.261,3 millions estimée par la Cellule. Cette différence de la valorisation du bétail exporté en 2021 est en lien avec la méthode utilisée par la Cellule qui consiste à utiliser un prix moyen pour chaque espèce plutôt que d'appliquer un même prix moyen à toutes les espèces.

Au titre des exportations des années 2020 à 2022, les estimations des exportations de la Cellule font ressortir des écarts comparés aux statistiques enregistrées par les services des douanes. En effet, pour les années 2020, 2021 et 2022, les statistiques douanières des exportations d'animaux vivants sont respectivement de 559 millions, 1.057 millions et 1.402 millions contre des montants respectifs de 78.756 millions, 82.262 millions et 60.362 millions obtenues par la méthodologie, soit des écarts respectifs de 78.197 millions, 81.205 millions et 58.960 millions.

Tableau 3 : Estimation des exportations d'animaux vivants

	2020	2021	2022
Estimation de la Cellule	78 756	82 262	60 362
Données DGD	559	1 057	1 402
Ecart	78 197	81 205	58 960

Source : Calcul de la CTN à partir des données du MARAH, juillet 2023

1.1.2- Importations de biens

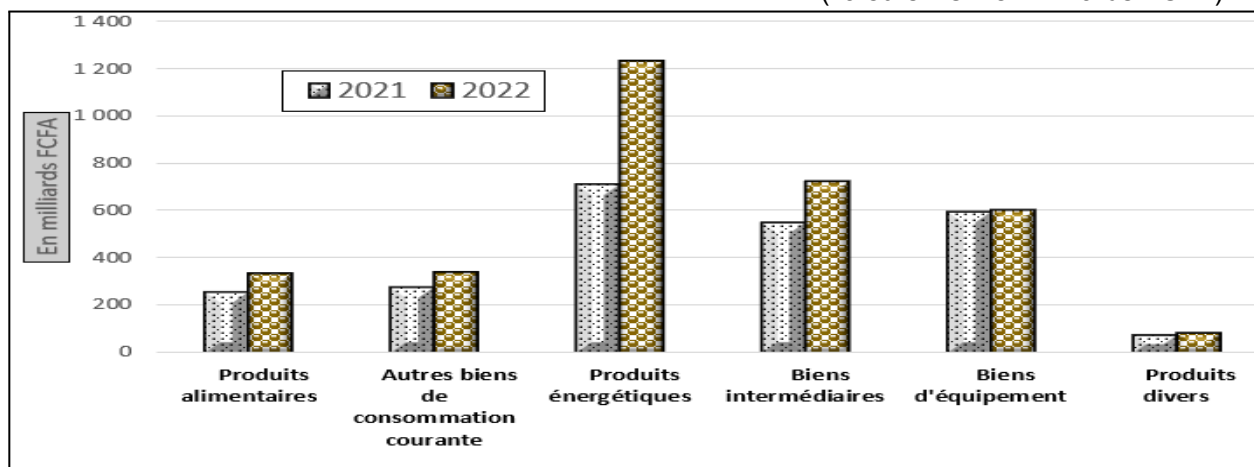
1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Les importations de biens (FOB) du Burkina Faso, en s'établissant à 3.316.115 millions en 2022, ont enregistré une hausse de 35,3%. L'alourdissement de la facture des importations dans cette ampleur s'explique par le phénomène inflationniste engendré par la crise russo-ukrainienne, dont l'impact sur le coût des importations a été accentué par l'envolée du cours du dollars vis-à-vis de l'euro.

Les importations de produits énergétiques ont augmenté de 73,7% en valeur, celles des biens intermédiaires et des biens alimentaires se sont accrues respectivement de 32,1% et 31,9%. La même dynamique a été observée pour les autres biens de consommation courante.

Graphique 6 : Evolution des importations par fonction d'utilisation

(valeurs FOB en milliards FCFA)

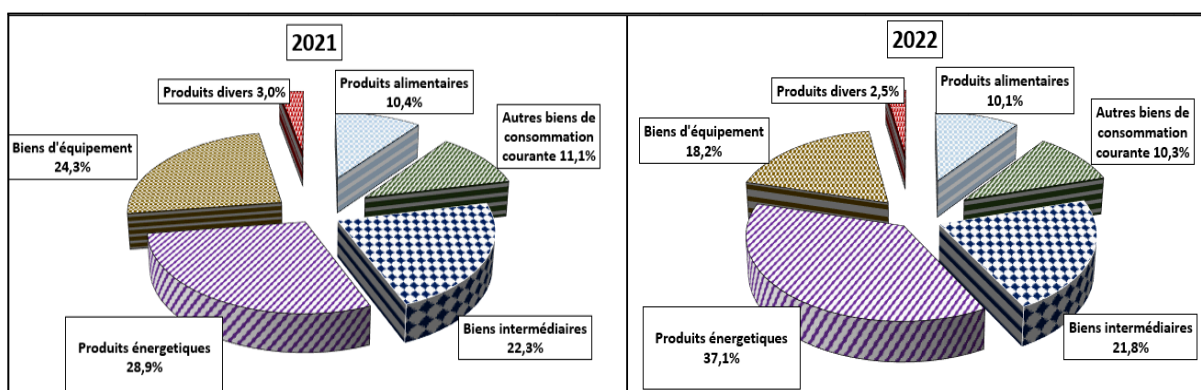


Source : BCEAO, INSD

1.1.2.2- Composition des importations de biens

Les importations du Burkina Faso sont constituées essentiellement de produits énergétiques (37,1%), de biens intermédiaires (21,8%), de biens d'équipement (18,2%), des autres biens de consommation courante (10,3%), de produits alimentaires (10,1%) et de biens divers (2,5%).

Graphique 7 : Structure des importations de biens en 2021 et 2022



Source : BCEAO, INSD

Produits énergétiques

Les importations de produits énergétiques dont les hydrocarbures constituent la principale composante, se sont élevées à 1.231.280 millions en 2022, soit 39,2% des importations totales en valeur. La hausse de 59,4% du cours du pétrole brut explique l'ampleur de l'alourdissement de la facture d'importation desdits produits.

Biens intermédiaires

Les achats de biens intermédiaires, composés en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques, ont augmenté de 32,1% en 2022 pour s'établir à 722.380 millions contre 546.822 millions en 2021. Cette tendance est principalement imputable à la hausse des acquisitions des produits de la « fonte fer et acier et, ouvrage en ces matières », en hausse de 69.155 millions (+39,8%) et des « engrais » de 20.394 millions (+73,2%) dont les prix ont fortement augmenté.

Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement, composés principalement de machines et appareils mécaniques, de machines et appareils électriques ainsi que de matériel de transport, sont en hausse de 1,5% en 2022 pour s'établir à 603.644 millions contre 594.521 millions en 2021. Ces produits d'équipement occupent le troisième rang des acquisitions de biens du Burkina Faso, avec une part estimée à 18,2% contre 24,3% un an auparavant.

Autres biens de consommation courante

Les importations d'autres biens de consommation courante se sont établies à 340.351 millions en une hausse de 67.158 millions, sous l'impulsion de la hausse des achats de produits pharmaceutiques à hauteur de 35.265 millions et des effets d'habillement pour 9.498 millions. Les achats de perles et d'ouvrages en verre se sont inscrits dans la même dynamique en s'accroissant de 6.014 millions. A l'opposé, une baisse de 1.233 millions a été observée pour les tabacs et succédanés.

Produits alimentaires

Les importations de produits alimentaires, en s'établissant à 335.033 millions, ont connu une augmentation significative de 31,9% en 2022 comparativement à leur niveau de 2021. Cette hausse est consécutive à celle des importations de céréales qui se sont établies à 138.041 millions, s'inscrivant en hausse de 61.327 millions.

Les principales céréales importées sont le riz et le blé dont les achats ont été respectivement de 85.903 millions en progression de 46.158 millions et de 59.099 millions en 2022 en hausse de 17.467 millions. L'Inde est le premier fournisseur de riz au Burkina Faso avec une part de 80,3% des importations totales de riz, suivi de la Thaïlande et du Pakistan qui détiennent des parts de marché respectives de 4,7% et 4,3%. En ce qui concerne le blé, la France est le premier fournisseur du Burkina Faso avec une part de 81,9%, suivie de l'Argentine et de la Russie qui fournissent respectivement 13,1% et 4,9% des importations de cette céréale.

Des évolutions significatives ont été notées pour les produits de la minoterie (+9.936 millions, soit +49,2%) ainsi que des produits laitiers (+5.623 millions, soit +42,1%). Les préparations à base de céréales ont en revanche enregistré une baisse de 8.396 millions, soit -25,3%.

Autres produits divers

Les importations de produits divers (articles de divertissement, articles pour sport, ouvrages divers, appareils d'éclairage, enseignes lumineuses, etc.) sont en progression de 13,7% en 2021 pour se situer à 83.427 millions après 73.364 millions en 2021.

1.1.2.3- Provenance des importations

En 2022, l'Europe est le premier fournisseur de biens du Burkina Faso, suivie de l'Afrique, l'Asie et de l'Amérique.

Europe

L'Europe, premier continent fournisseur du pays, a fourni des biens à hauteur 1.005.473 millions (30,3% de la valeur totale des importations. Ces importations sont constituées pour l'essentiel de produits pharmaceutiques et alimentaires (produits laitiers notamment), de cigarettes, de matériels de télécommunications et de véhicules.

La part de l'Union Européenne ressort à 21,8% . Parmi les autres pays d'Europe, la Russie est, pour la quatrième année consécutive, le premier fournisseur de biens (huiles minérales, machines, produits pharmaceutiques, voitures automobiles et céréales entre autres) du Burkina Faso avec une part de 6,8%, après 4,5% en 2021.

Afrique

L'Afrique a perdu sa première place de fournisseur du Burkina Faso en livrant 949.692 millions de biens, représentant 28,6% des importations totales du pays. Les produits importés de ces pays d'Afrique sont notamment les biens énergétiques et alimentaires. Les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA ont représenté 22,4% des importations du Burkina Faso. La Côte d'Ivoire demeure le premier fournisseur du pays dans cet espace avec une part de 16,0% en 2022.

Asie

Les achats de biens en provenance de l'Asie se sont élevés à 923.548 millions représentant 27,9% des importations totales. Ces achats ont concerné pour l'essentiel les appareils électroniques, les biens d'équipement, les céréales, les matériels de bureau, les textiles, les friperies et le thé. Les importations de l'Inde et de la Chine ont connu des progressions respectives de 46,5% et 19,7%.

Ce dernier pays est le premier fournisseur de biens importés du continent asiatique avec une part de marché de 11,0%, suivie de l'Inde (5,4%) et du Japon (1,7%).

Amérique

Les importations en provenance du continent américain ont atteint, en valeur, 203.423 millions, en hausse de +5,8% par rapport à 2021. Le premier fournisseur de la zone demeure les Etats-Unis d'Amérique avec une part de 4,7% des importations totales du Burkina.

Tableau 4 : Provenance des importations de biens du Burkina entre 2018 et 2022 (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022
EUROPE	29,2	30,8	30,9	26,9	30,3
- dont l'Union Européenne	21,8	22,0	23,4	20,9	21,8
- la France	6,6	6,5	6,6	7,0	8,1
- l'Allemagne	3,1	2,5	3,1	2,5	2,0
- la Belgique	1,6	1,8	1,4	1,6	3,5
- la Russie	4,9	7,0	6,3	4,5	6,8
AFRIQUE	34,2	34,2	34,7	34,4	28,6
- dont l'UEMOA	24,8	23,9	24,4	24,9	22,4
- la Côte d'Ivoire	15,4	14,6	13,3	14,3	16,0
- le Togo	4,5	3,7	4,6	4,3	3,5
AMERIQUE	7,6	8,6	8,0	7,8	6,1
- dont les USA	5,3	5,7	6,5	6,2	4,7
- le Brésil	0,6	1,8	0,5	0,4	0,5
ASIE	28,6	25,5	26,0	30,6	27,9
- dont la Chine	11,5	10,9	11,2	12,4	11,0
- l'Inde	4,9	5,0	5,0	5,0	5,4
Total	100	100	100	100	100

Source : BCEAO

1.2- Balance des services

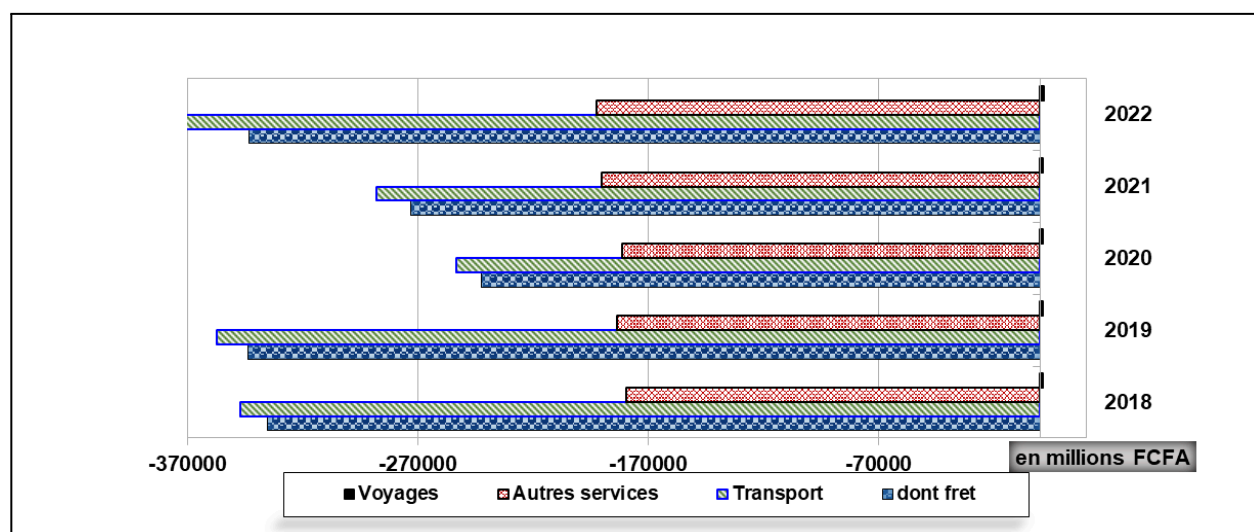
Le solde structurellement déficitaire des échanges de services s'est creusé en passant de -477.043 millions en 2021 à -586.865 millions en 2022. Cette évolution s'explique par la hausse des importations de services de transport, imprimée par la progression des importations de marchandises.

En effet, le fret est ressorti déficitaire de 343.050 millions en 2022, après un solde de -273.063 millions enregistré un an auparavant. L'accroissement du déficit du compte s'explique principalement par la hausse des marchandises importées par rapport à l'année 2021 (+35,3%) et le renchérissement des frais de fret.

Quant au poste « voyages », retraçant les flux de biens et services acquis lors de séjours de résidents à l'étranger et de non-résidents au Burkina Faso, à titre personnel ou professionnel, il a dégagé un excédent de 1.587 millions, après un excédent de 1.096 millions en 2021.

En ce qui concerne les autres services, constitués notamment des services de télécommunication, d'informatique, d'information, de fabrication, d'entretien et de réparation, de travaux de construction ainsi que des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs, leur solde déficitaire s'est accru (+1.688 millions) en raison notamment de l'aggravation du déficit du sous-compte des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs (+7.473 millions) et atténué par le repli du sous-compte des services d'assurance et de retraite (-2.307 millions).

Graphique 8 : Evolution des composantes du compte de services de 2018 à 2022



Source : BCEAO

1.2.1- Exportations de services

Les exportations de services se sont situées à 314.093 millions, en hausse de 2,0% sur un an. En effet, les exportations des services de transport ont enregistré un accroissement de 3,8%, ressortant à 49.948 millions. S'agissant des recettes de voyage, elles ont progressé de 4,1%. Les recettes touristiques réglées par les résidents des autres pays de l'UEMOA se sont situées à 65.066 millions, soit une hausse de 17.580 millions (+37,0%, contre +9,7% en 2021). Quant aux autres services exportés, ils se sont accrus de 1,1% pour s'établir à 217.022 millions. L'accroissement des activités des institutions financières de droit burkinabè dans la sous-région est à l'origine de cette orientation.

1.2.2- Importations de services

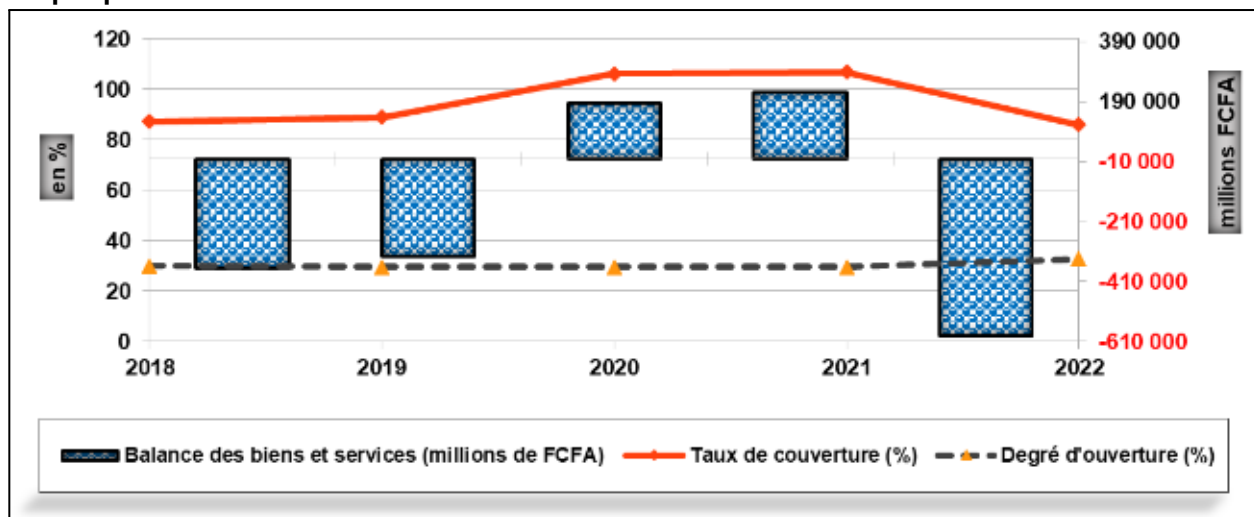
En s'établissant à 900.958 millions en 2022, les importations de services ont enregistré une augmentation de 14,8%, en liaison notamment avec la hausse des importations des services de transport (+32,9%). Le montant du fret réglé aux opérateurs économiques non-résidents s'est accru de 24,4% pour ressortir à 357.260 millions contre 287.093 millions un an plus tôt. Les dépenses touristiques réglées par les résidents du Burkina Faso dans les autres pays de l'UEMOA se sont situées à 57.374 millions, soit une progression de 13.015 millions (+29,3%, contre +8,3% en 2021).

Les autres services importés, composés notamment des travaux de construction, des services

financiers ainsi que des services de télécommunication, d'informatique et d'information, se sont accrus de 1,0% pour s'établir à 408.991 millions.

Le degré d'ouverture de l'économie burkinabè, mesuré par le rapport entre la somme des importations et des exportations des biens et services, et le double du PIB, s'est situé à 32,8% en 2022, contre 29,6% en 2021. En moyenne, sur la période 2018-2022, cet indicateur est ressorti à 30,4%.

Graphique 9 : Evolution de la balance des biens et services de 2018 à 2022



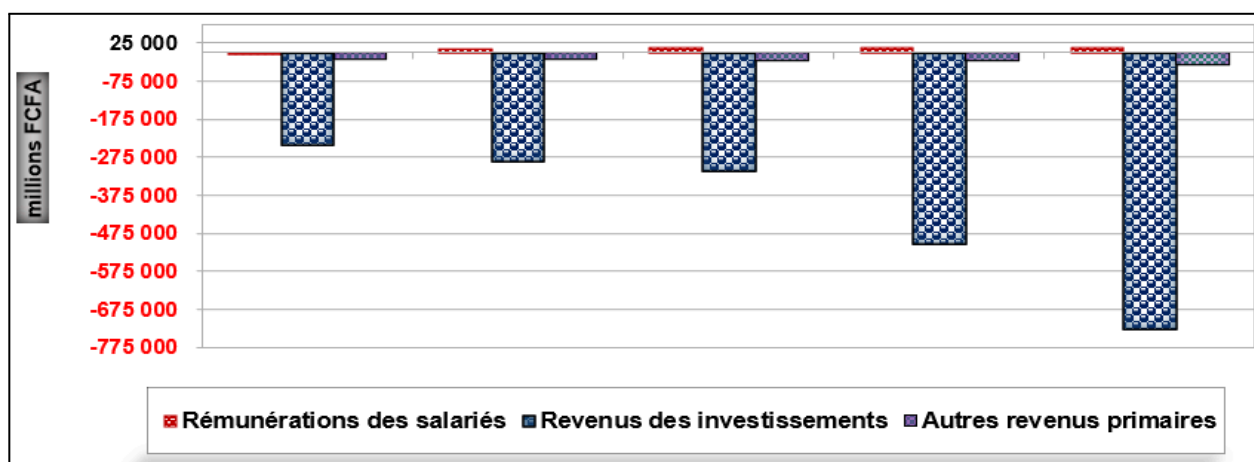
Source : BCEAO

1.3- Compte du revenu primaire

Le compte du revenu primaire enregistre les flux relatifs aux revenus liés au processus de production, ainsi qu'à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits.

Le solde structurellement déficitaire de ce compte s'est creusé de 26,5% en 2022 pour s'établir à -647.776 millions. Cette dégradation est expliquée notamment par la progression des revenus nets payés aux non-résidents au titre des revenus des investissements (+128.238 millions). Ces tendances ont été marginalement atténuées par la progression des paiements nets excédentaires aux résidents au titre de la rémunération du travail (+1.137 millions).

Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2018 à 2022



Source : BCEAO

Les paiements nets au titre de la rémunération du travail se sont soldés par un excédent de 14.791 millions en 2022, en progression de 8,3%, expliquée par la progression des flux entrants de salaires payés aux résidents (+1.719 millions, soit +5,0%) au titre des rémunérations versées aux travailleurs résidents par les entités non-résidentes. Cette progression a été atténuée par la hausse des flux

sortants (+582 millions, soit +2,8%) au titre de la rémunération des travailleurs non-résidents.

Les paiements nets au titre de la rémunération du capital au profit des non-résidents se sont accrus de 128.238 millions (+25,5%), sous l'effet d'une hausse des flux sortants de 132.304 millions (+20,7%), atténuée par la progression des flux entrants de 4.066 millions (+3,0%). Cette évolution est en lien avec la hausse des paiements sortants au titre de l'ensemble de ses sous-composantes à savoir les revenus des investissements directs (+84.087 millions, soit +16,9%, sous forme notamment de dividendes pour +71.464 millions), les revenus des investissements de portefeuille (+34.901 millions, soit +115,5%) et les revenus des autres investissements (+9.250 millions, soit +26,5%).

Les rapatriements de dividendes estimés à un montant de 450.238 millions en 2022 sont en hausse de 71.563 millions (+18,9%), sur un an. Cette évolution est portée principalement par la progression des rapatriements au profit des actionnaires non-résidents d'entreprises évoluant dans les secteurs des mines (+83.450 millions, soit +37,9%) et des télécommunications (+6.154 millions, soit +18,9%). Parallèlement, des replis de rapatriements sont observés au niveau des secteurs du commerce de gros et détails (-13.266 millions, -58,4%), de l'industrie manufacturière (-6.175 millions, soit -7,3%) et de l'intermédiation financière (-5.671 millions, soit -44,0%).

Les paiements d'intérêts dans le cadre du service de la dette publique extérieure se sont établis à 34.878 millions (en hausse de 6.250 millions, soit +21,8% par rapport à 2021), dont 29.305 millions au titre de la dette multilatérale et 5.573 millions sur la dette bilatérale.

Les paiements d'intérêts sur la dette multilatérale ont été opérés au profit essentiellement de la BOAD (10.492 millions), de la Banque Mondiale (9.822 millions), de la BAD (3.355 millions) et de l'OPEC (1.336 millions).

Les principaux bénéficiaires des règlements d'intérêts au titre de la dette bilatérale sont notamment l'AFD (1.653 millions), le Fonds koweïtien (586 millions), la Banque de Taiwan (489 millions), l'Eximbank of India (233 millions) et l'Eximbank of China (170 millions).

En outre, les intérêts payés sur les titres publics burkinabè souscrits par les résidents des autres pays de l'UEMOA sont estimés à 84.999 millions contre 61.777 millions en 2021, soit un accroissement de 37,6%. Ils sont constitués de 1.335 millions d'intérêts (contre 7.673 millions en 2021) sur les bons et 83.664 millions (contre 54.103 millions en 2021) pour les obligations. Cette évolution est en lien avec celle de l'encours des titres publics burkinabè détenus par les non-résidents qui s'est accru de 74.855 millions pour se situer à 1.675.111 millions à fin décembre 2022 (52.117 millions de bons et 1.622.994 d'obligations en 2022 contre 213.878 millions de bons et 1.386.378 millions d'obligation en 2021).

Le ratio du service de la dette, mesuré comme le rapport du service total de la dette publique extérieure⁴ (paiements des amortissements et intérêts, d'une part, par les résidents au profit des prêteurs non-résidents, et d'autre part, par des non-résidents au bénéfice de prêteurs résidents) aux exportations de biens et services, est ressorti à 4,0% en 2022 contre 2,9% en 2021. Cette augmentation du ratio tient à la hausse du service de la dette extérieure (+1,2% du PIB contre +1,0% un an plus tôt) pour s'établir à 145.924 millions.

Tableau 5 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations
(montants en millions de FCFA)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations de biens et services	2 505 809	2 617 656	3 136 031	3 456 854	3 626 327
Service de la dette extérieure	78 139	80 450	84 913	101 161	145 924
Service dette extérieure/Exportations B&S (%)	3,1	3,1	2,7	2,9	4,0

Sources : BCEAO, INSD, DGTCP

Par ailleurs, les intérêts de la dette extérieure du secteur privé ont également progressé de 2.186 millions (+12,0%) pour se fixer à 20.404 millions.

⁴ Il s'agit de la dette publique extérieure hors marché régional des titres publics

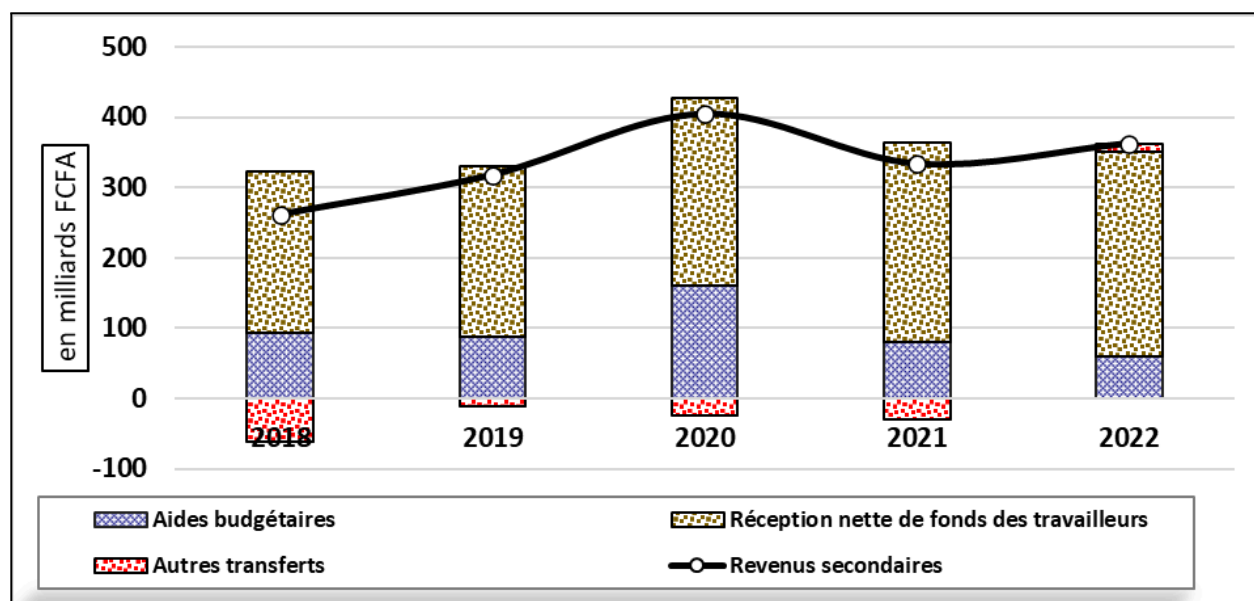
En ce qui concerne les intérêts encaissés par les acteurs résidents sur les titres publics émis par les autres Etats de l'UEMOA, ils sont estimés à 111.956 millions en 2022, contre 100.063 millions en 2021, soit une progression de 11,9%.

Le solde déficitaire des autres revenus primaires, qui enregistrent essentiellement les transactions relatives aux loyers, aux impôts sur la production et les importations ainsi qu'aux subventions, s'est creusé de 8.654 millions (39,2%), avec l'accroissement des prélèvements communautaires de la CEDEAO et de l'UEMOA (PC et PCS) qui ont atteint 28.607 millions.

1.4- Compte du revenu secondaire

Le solde excédentaire du compte du revenu secondaire a enregistré une hausse de 8,7%, en s'établissant à 362.784 millions en 2022 contre 333.721 millions en 2021. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des transferts courants en faveur de l'Administration publique et au profit du secteur privé.

Graphique 11 : Evolution du compte du revenu secondaire



Source : BCEAO

Les transferts courants nets au profit de l'Administration publique ont progressé de 15,9% pour se situer à 169.475 millions après un montant de 146.183 millions en 2021. Cette évolution est portée notamment par la hausse de réceptions de fonds au titre des aides alimentaires à hauteur de 78.752 millions (+42.912 millions), en appui à la réponse à la crise humanitaire caractérisée par le décompte de plus d'un million de personnes déplacées internes à fin décembre 2022. A l'opposé, les dons programmes et les transferts sous forme d'assistance et de secours d'urgence ont connu des replis. Par ailleurs, les transferts de l'Etat au titre de ses contributions au fonctionnement des organisations régionales et internationales se sont repliés de 72,7% pour s'établir à 5.791 millions en 2022.

L'aide budgétaire (dons programmes) s'est établie à 60.265 millions en 2022, après un montant de 80.927 millions en 2021, soit une diminution de 25,5%. Les aides budgétaires mobilisées proviennent exclusivement de la Banque Mondiale.

En ce qui concerne **l'assistance et le secours d'urgence**, cette forme d'aide a connu une contraction de 59,0% après la baisse exceptionnelle de 60,3% enregistrée en 2021. Les montants mobilisés sont passés de 61.472 millions en 2020 à 24.423 millions en 2021, pour se situer à 10.005 millions en 2022. Les principaux partenaires pourvoyeurs de cette forme d'aide en 2022 ont été la Coopération japonaise avec un montant de 2.693 millions (représentant 26,9% du total, en baisse de 6.076), les Affaires Mondiales Canada pour un montant de 2.653 millions (soit 26,9% du total, contre un montant 6.581 en 2021), le Royaume de Belgique à hauteur de 2.128 millions (représentant 21,3% du total, contre un montant de 3.650 en 2021), l'Agence Italienne de Coopération avec un montant de 1.313 millions (soit 11,7 millions total, contre un montant 2.846 en 2021) et l'Agence Catholic Relief Services 1.219 millions en 2022.

Le montant de l'aide alimentaire est passé de 35.840 millions en 2021 à 74.812 millions en 2022.

Les principaux fournisseurs de cette forme d'aide en 2022 sont l'Agence américaine pour le développement international avec un montant de 30.247 millions , la Coopération autrichienne avec un montant de 3.939 millions, la coopération luxembourgeoise, avec un montant de 2.909 millions et la Coopération japonaise pour un montant de 2.433 millions.

Tableau 6 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2018 à 2022

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Administration publique	169 278	235 022	146 183	146 183	169 475
-dont aide budgétaire	92 700,9	88 463,0	159 678,3	80 927	60 265
-dont aide alimentaire	28 311,5	23 688,9	4 295,7	35 840	78 752
-dont Assistance et secours d'urgence	6 755,1	35 845,4	61 471,9	24 423	10 006
Autres secteurs	148 724	169 481	187 539	187 539	193 310
-dont réceptions de fonds des travailleurs migrants	241 669	172 435	190 618	190 618	196 511
Revenu secondaire net	318 002	404 503	333 721	333 721	502 757

Source : BCEAO, DGCOOP

Les entrées nettes de transferts courants au profit du secteur privé ont connu une hausse de 3,1% pour se situer à 193.310 millions en 2022 contre 187.539 millions en 2021. Cette évolution découle principalement de l'accroissement des réceptions nettes de fonds des travailleurs burkinabè résidant à l'étranger (+3,0%), atténué par la hausse des envois de fonds des travailleurs étrangers résidant au Burkina (+2,8%). La hausse des flux entrants de fonds des travailleurs migrants est due principalement au besoin d'assistance accru créé par la situation sécuritaire.

Les transferts de fonds reçus des migrants en 2022 proviennent pour 39,7% (contre 41,6% en 2021) du continent africain, 29,0% de l'Europe (30,6% en 2021) et 28,2% de l'Amérique (25,2% en 2021).

Pour le cas particulier des transferts en provenance des autres pays de l'UEMOA, 110.182 millions (39,0% du total, soit +47,9% d'accroissement) ont été reçus en 2022. Ces fonds proviennent, par ordre décroissant des montants, de la Côte d'Ivoire (20,9% du total, en hausse de 26,4%), du Mali (7,6% du total, en accroissement de 75,9%), du Sénégal (4,9% du total, en hausse de +228,2%) et du Bénin (1,7% du total, en baisse de +44,6%).

Les envois de fonds des migrants résidents au Burkina Faso en direction des pays de l'Union ont augmenté de 1,8% pour se situer à 79.840 millions et représentent 84,8% des envois de fonds totaux du pays. Les destinations par ordre d'importance sont le Mali (avec une part de 23,2%, en hausse de 49,5%), la Côte d'Ivoire (avec un poids 18,3%, en repli de 14,4%), le Togo (avec une proportion de 16,1%, en progression de 27,3%), le Bénin (avec un poids de 12,3%, en hausse de 83,2%) et le Sénégal (avec 8,2% du total, en repli de 52,7%).

Enfin, la progression du revenu secondaire du secteur privé est attribuable à l'amélioration du solde excédentaire des transferts reçus au titre de la coopération internationale. En effet, les ISBLM ont bénéficié de transferts courants dans le cadre notamment des actions de soutien aux populations vulnérables, à hauteur de 22.237 millions en 2022, en hausse de 2,8% sur un an.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital reflète les transferts en capital, ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents.

Au terme de l'année 2022, le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 260.953 millions en augmentation de 25.233 millions (+10,7%) par rapport à 2020, imprimée principalement par le poste "transferts de capital".

Tableau 7 : Evolution du compte de capital de 2018 à 2022

(en millions de FCFA)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	211	127	228	233	239
Transferts de capital	175 626	125 804	197 041	235 488	260 715
Administration publique	122 390	71 772	141 931	179 305	203 426
Remises de dettes	0	0	0	0	0
Autres secteurs	53 236	54 032	55 110	56 183	57 288
Solde du compte de capital	175 837	125 931	197 269	235 720	260 953

Sources: BCEAO, DGTCP, DGCOOP

2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits ont dégagé un solde de +239 millions en 2022, après un excédent de 233 millions une année auparavant.

2.2- Transferts en capital

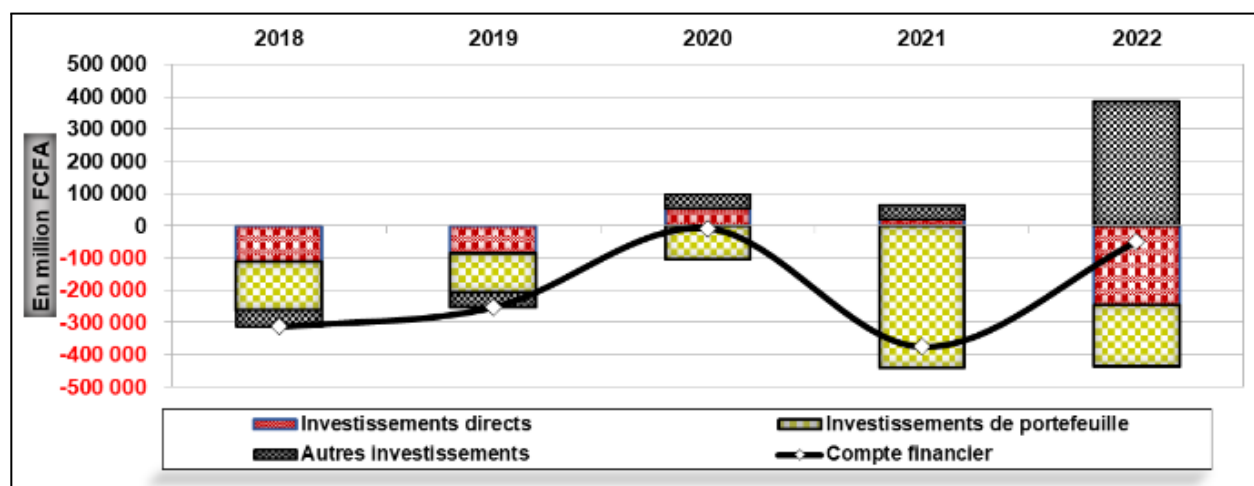
Les réceptions nettes de transferts en capital se sont accrues de 25.227 millions (+10,7%), pour s'établir à 260.715 millions en 2022. Les dons projets officiels se sont situés à 203.426 millions, en hausse de +24.122 millions. Les transferts en capital au profit des autres secteurs ont enregistré une augmentation de 1.105 millions en 2022, correspondant à une hausse de 2,0% sur un an.

Globalement, le besoin de financement de l'économie burkinabè, mesuré par les soldes du compte courant et celui de capital, est ressorti à 715.458 millions en 2022. Un an plus tôt, ces comptes avaient dégagé une épargne nette vis-à-vis du reste du monde de 278.561 millions. En pourcentage du PIB, ce besoin de financement est ressorti à 6,0%.

III- COMPTE FINANCIER

En 2022, les flux des actifs et passifs financiers ont occasionné des sorties nettes de capitaux à hauteur de 47.472 millions, après des entrées de 374.498 millions en 2021. Cette évolution est imputable aux effets conjugués de la hausse des sorties de capitaux sous forme des autres investissements et du repli des entrées au titre des investissements de portefeuille, insuffisamment compensée par les entrées de capitaux au titre des investissements directs étrangers à hauteur de 403.079 millions.

Graphique 12 : Evolution du compte financier de 2018 à 2022



Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

Les opérations d'investissements directs se sont soldées par des entrées nettes de ressources financières de 403.079 millions en 2022, après des sorties nettes de 20.428 millions en 2021. Les entrées d'IDE sont expliquées par les transactions sur les titres de participation entre les entreprises résidentes et leurs maisons-mères ou autres sociétés apparentées non-résidentes qui se sont traduites par des entrées de ressources financières de 374.987 millions et, dans une moindre mesure, par les entrées de capitaux au titre des opérations sur les instruments de dette pour 28.092 millions. La progression des opérations sur les titres de participation est imprimée par les transactions directes à hauteur de 275.008 millions et les réinvestissements de bénéfices dans les entreprises d'investissement direct pour 99.979 millions.

L'encours à fin décembre 2022 des IDE entrants au Burkina Faso s'est établi à 2.392.548 millions (en hausse de 21,15% par rapport à 2021), constitué de 1.527.165 millions de titres de participation et 865.382 milliards d'instruments de dette.

Les principaux pays de provenance des IDE entrant sous forme de participations sont le Canada, avec un encours de 490.234 millions, la Russie avec un encours de 254.548 milliards, la Côte d'Ivoire avec un encours de 135.811 millions, la Barbade avec un encours de 50.540 millions, l'île Maurice avec un encours de 46.213 millions, le Royaume Uni avec un encours de 35.183 millions et la Libye avec un encours de 32.585 millions.

Ces participations sont majoritairement orientées vers :

- l'exploitation minière avec un encours de 825.380 millions (54,0% du total des investissements sous forme de participations), en hausse de 23,5% ;
- l'activité d'intermédiation financière, d'assurance et retraite avec un encours de 405.741 millions (26,8% du total), en hausse de 34,5% ;
- l'industrie manufacturière avec un encours de 77.111 millions (5,0% du total), en recul de 4,2% ;
- le secteur de la communication avec un encours de 58.176 millions (soit 3,8% du total), en augmentation de 3,0% ;
- le commerce de gros et de détails avec un encours de 19.417 millions (soit 1,3% du total des investissements sous forme de participations), en diminution de 14,8%.

En ce qui concerne les IDE sous forme d'instruments de dette, le principal pays prêteur est le Canada avec un encours de 354.864 millions (soit 41,0% de l'encours total de la dette entre structures apparentées, en hausse de 9,3% sur un an). Il est suivi des Îles Bermudes avec un encours de 258.083 millions (soit 26,9% du total, en hausse de 15,7%), de l'Australie avec un encours de 53.840 millions (soit 6,5% du total, en baisse de 3,8%), des Îles Caïman avec un encours de 35.350 millions (soit 4,4% du total, dette contractée à 94,3% au cours de l'année 2022) et de l'île Maurice avec un encours de 29.298 millions (soit 4,7% du total, en baisse de 25,5%).

Ces investissements entrant sous forme d'instruments de dette sont orientés notamment vers

l'exploitation minière avec un encours de 776.475 millions (soit 89,7% du total des investissements sous forme d'instruments dette, en hausse de 2,1%), suivi de l'intermédiation financière, assurance et retraite avec un encours de 38.514 millions (soit 4,5% du total, en repli de 7,4%) et du commerce de gros et de détails avec un encours de 37.979 millions (soit 4,4% du total, en repli de 0,5%).

S'agissant des investissements directs réalisés par les entreprises burkinabè à l'étranger (IDE sortants), leur encours à fin décembre 2022 s'est établi à 99.807 millions (en hausse de 17,2%), constitué de 89.174 millions de titres de participation (soit 89,3% du total) et de 10.633 millions d'instruments de dette (soit 10,7%).

Les investissements sous forme participations sont effectués essentiellement dans les pays de l'UEMOA, notamment en Côte d'Ivoire (19.826 millions, soit 53,0% du total, en hausse de 35,0%), au Sénégal (8.182 millions, soit 21,9% du total, en baisse de 67,2%), au Bénin (7.070 millions, soit 18,9% du total, en baisse de 33,0%) et au Togo (2.363 millions, soit 6,3% du total, en baisse de 68,9%).

Ces fonds propres sont détenus principalement dans des entreprises évoluant dans les domaines de l'intermédiation financière avec un encours de 71.626 millions (représentant 80,9% du total, en hausse de 2,5%) et de la construction avec un encours de 6.458 millions (17,4% du total, créance effectuée en 2022).

Les créances sous forme d'IDE sur les non-résidents sont concentrées sur le Niger avec un encours de 4.884 millions (soit 45,9% du total, en hausse de 4.367 millions), la Côte d'Ivoire avec un encours de 4.239 millions (soit 39,3% du total, en hausse de 273,5%) et le Mali (214 million, soit 2,3% du total, en baisse de 81,9%).

Ces instruments de dette ont été consentis par des entités évoluant principalement dans l'intermédiation financière, assurance et retraite avec un encours de 10.042 millions (correspondant à 94,5% du total, en progression de 6.701 milliards), le commerce en gros et détails avec un encours de 472 millions (soit 2,1% du total, en baisse de 1.401 millions).

3.2- Investissements de portefeuille

Au cours de l'année 2022, les transactions sur les investissements de portefeuille se sont traduites par des entrées nettes de ressources à hauteur de 41.585 millions, après des entrées nettes de 440.498 millions (4,0% du PIB) enregistrées une année plus tôt, soit une baisse de 398.912 millions. Cette évolution est attribuable à l'Administration publique dont les entrées de capitaux ont connu une baisse et les transactions des acteurs privés résidents qui se sont soldées par des sorties nettes de capitaux.

En effet, les entrées nettes de ressources relatives aux opérations sur titres du Trésor public burkinabè souscrits par les non-résidents en 2022 sont estimés à 74.855 millions contre 483.427 millions en 2021, soit une baisse de 408.572 millions (-84,5%). En ce qui concerne les transactions du secteur privé sur les titres de créances, elles ont occasionné des sorties nettes de ressources de 28.983 millions, après des sorties nettes de 38.960 millions en 2021. Cette évolution s'explique notamment par un moindre dynamisme des acteurs du secteur privé burkinabè sur le marché régional de titres publics.

3.3- Dérivés financiers

Au cours de l'année 2022, comme les années antérieures, les entreprises burkinabè n'ont pas effectué de transactions sur les dérivés financiers.

3.4- Autres investissements

Ces investissements ont enregistré des sorties nettes de capitaux à hauteur de 492.136 millions (4,1% du PIB), après des sorties nettes de 45.571 millions (0,4% du PIB) en 2021. Ces sorties de capitaux sont imputables exclusivement au secteur privé non bancaire, les transactions de l'Administration publique s'étant soldées par des entrées nettes de capitaux.

L'Administration publique a bénéficié d'entrées nettes de capitaux à hauteur de 192.722 millions, après des entrées de 350.337 millions en 2021, soit une contraction de 45,0%, imprimée par le repli des décaissements extérieurs reçus. En effet, l'encours de la dette extérieure publique est passé de 2.629.911 millions (23,7% du PIB) à fin décembre 2021 à 2.847.863 millions (23,8% du PIB) à fin 2022, soit un accroissement de 217.952 millions (+8,3%). Cette évolution s'explique par des décaissements de 463.369 millions, atténués par des amortissements de 288.155 millions, soit un

financement net de 175.214 millions. En outre, les évolutions à fin décembre 2022 des taux de change des monnaies de libellé de la dette extérieure ont induit une augmentation théorique (perte de change théorique) de l'encours de la dette extérieure d'un montant de 24.879 millions.

Les transactions au titre des autres investissements du secteur privé se sont soldées par des sorties nettes de capitaux de 684.858 millions, après des sorties nettes de 395.908 millions en 2021. Cet accroissement des sorties nettes de capitaux est imputable notamment aux transactions sous forme de prêts, de crédits commerciaux et des autres comptes à payer vis-à-vis des non-résidents. Le bouleversement des transactions économiques induit par la crise russo-ukrainienne à la suite de celle de la Covid-19 expliquerait les baisses importantes de ce type d'engagements extérieurs.

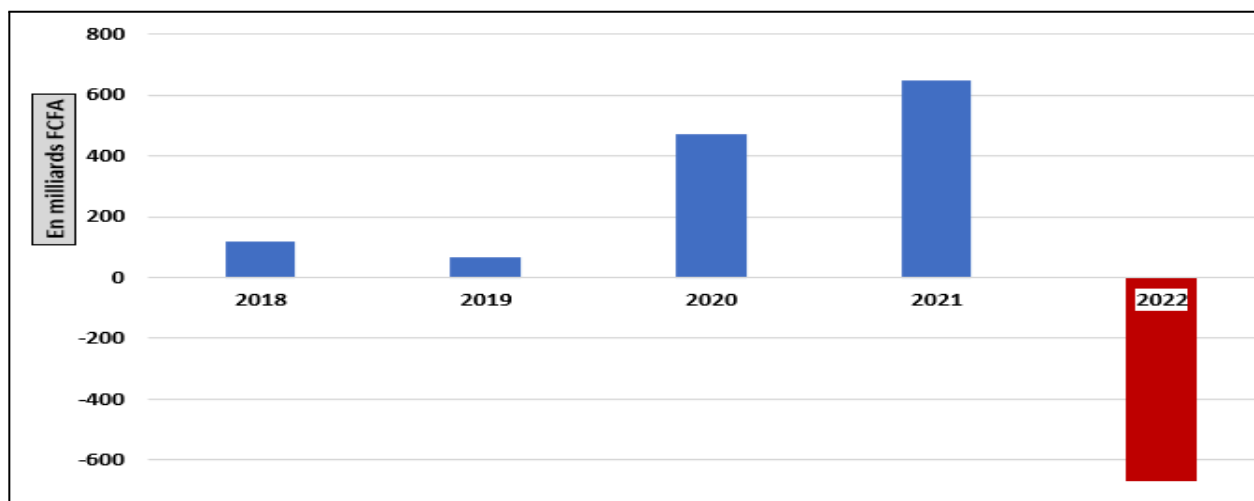
IV- CAPITAUX MONETAIRES

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires ont accusé, pour la première fois depuis sept (07) ans, une baisse à hauteur de 666.691 millions pour s'établir à 1.972.071 millions à fin décembre 2022. Il s'agit du repli le plus important jamais enregistré. Il reflète le besoin de financement de 710.658 millions dégagé par les opérations courantes et en capital avec les non-résidents, qui a été atténué par les entrées de capitaux de 48.761 millions enregistrées au niveau des transactions financières.

La baisse des actifs extérieurs nets de cette ampleur est portée par la contraction des créances extérieures brutes (-877.403 millions) de la BCEAO, exacerbée par l'accroissement de ses engagements extérieurs bruts (+212.095 millions). En ce qui concerne les Autres Institutions de Dépôts, leurs AEN ont enregistré un accroissement de 426.825 millions, résultant d'une progression de leurs créances de 512.372 millions, partiellement contrebalancée par la progression de leurs engagements extérieurs bruts de 85.547 millions.

Le solde de la balance des paiements, qui correspond à la variation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts, après prise en compte des autres changements des actifs et passifs financiers a représenté -5,6% du PIB en 2022, après un solde excédentaire de 5,7% du PIB un an auparavant.

Graphique 13 : Evolution du solde global de la balance des paiements



Source : BCEAO

V- POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

5.1- Evolution de la position extérieure globale nette

Contrairement au compte financier de la balance des paiements qui recense les flux d'actifs et d'engagements extérieurs au cours de l'année, la Position Extérieure Globale retrace les stocks d'actifs financiers et d'engagements au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les actifs financiers des résidents sur l'extérieur et l'or physique détenu comme avoirs de réserve, diminués de leurs engagements à l'égard des non-résidents.

A fin décembre 2022, la PEG du Burkina Faso est demeurée débitrice de 4.531.992 millions (-37,9% du PIB nominal), contre -3.860.229 millions (-34,8% du PIB) un an plus tôt, en aggravation de 17,4%, imprimée par un accroissement du stock des passifs financiers plus important que celui du stock des actifs.

Les passifs ont enregistré une progression de 7,4%, passant de 11.585.473 millions à fin 2021 (soit 104,5% du PIB), à 12.448.516 millions au 31 décembre 2022, (soit 104,0% du PIB). Cette évolution est attribuable principalement à l'accroissement des passifs sous forme d'investissements directs (+21,2%), de portefeuille (+2,9%), de monnaie fiduciaire et dépôts (+34,0%) ainsi que des allocations de DTS (+1,2%), atténué par le repli des crédits commerciaux (-1,3%).

Quant aux actifs, ils ont enregistré une progression de 2,5%, passant de 7.725.244 millions (69,7% du PIB) à fin 2021, à 7.916.524 millions au 31 décembre 2022, représentant 66,1% du PIB. Cette progression est imprimée notamment par les investissements de portefeuille (+9,4%), la monnaie fiduciaire et les dépôts (+26,8%), les crédits commerciaux (+10,2%), les autres comptes à recevoir (+32,0%) et les investissements directs à l'étranger (+17,2%). Les avoirs de réserve se sont établis à 168.748 millions au 31 décembre 2022, après une réalisation de 1.044.099 millions à fin 2021, correspondant à un repli de 83,8%, imprimée principalement par les créances sur d'autres entités.

5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

La PEG nette de la Banque Centrale est ressortie débitrice de 407.934 millions au 31 décembre 2022, après un excédent de 279.385 millions à fin 2021. Celle des autres institutions de dépôts est passée de +2.169.336 millions à fin 2021 à +2.596.161 millions à fin 2022. S'agissant de l'Administration publique, sa PEG nette est ressortie déficitaire de 4.398.309 millions, en progression de 7,1% sur un an. La PEG débitrice des autres secteurs s'est établie à 2.321.910 millions, en aggravation de 5,4%.

5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette

La PEG nette du Burkina Faso vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA est ressortie créditrice de 1.514.122 millions à fin décembre 2022, après un excédent de 369.098 millions à fin décembre 2021. Elle s'est située à -1.007.584 millions vis-à-vis de la zone euro et à -5.038.530 millions par rapport aux autres pays du monde, après des positions débitrices respectives de -886.025 millions et -3.343.302 millions en 2021.

CONCLUSION

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2022 par un ralentissement de la production mondiale, après le regain de dynamisme de la demande en 2021. Cette baisse du rythme de progression de l'activité économique est liée à de nombreux chocs : inflation forte dans le monde entier, durcissement des conditions de financement, ralentissement plus prononcé en Chine (flambée des cas de Covid-19 et confinements, crise du secteur immobilier) et répercussions négatives de la crise Russo-ukrainienne. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,5% en 2022, après la hausse de 6,3% enregistrée en 2021.

Le solde de la balance des paiements courants est ressorti déficitaire de 875.738 millions après un excédent de 42.840 millions une année plus tôt, soit une détérioration de 918.578 millions, reflétant l'évolution de l'ensemble de ses sous-comptes (creusement du déficit des comptes des biens et services et du revenu primaire), à l'exception du compte de revenu secondaire dont l'excédent s'est accru. Le solde courant hors dons officiels est ressorti à -10,2% du PIB, après une réalisation de -2,9% en 2021. Le solde de la balance des biens s'est affiché déficitaire (-3.881 millions, après +698.181 millions en 2021) pour la première fois depuis cinq (05) années consécutives, en raison de l'importante hausse des importations de biens.

Le solde déficitaire des services s'est creusé en passant de -477.043 millions en 2021 à -586.865 millions en 2022. Cette évolution s'explique par la hausse des importations de services de transport, imprimée par la progression des importations de marchandises.

Le compte du revenu primaire s'est creusé de 26,5% en 2022 pour s'établir à -647.776 millions. Cette dégradation est expliquée notamment par la progression des revenus nets payés aux non-résidents au titre des revenus des investissements (+128.238 millions). Ces tendances ont été marginalement atténuées par la progression des paiements nets excédentaires aux résidents au titre de la rémunération du travail (+1.137 millions).

Le solde excédentaire du compte du revenu secondaire a enregistré une hausse de 8,7%, expliqué principalement par l'augmentation des transferts courants en faveur de l'Administration publique et au profit du secteur privé.

Le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 260.953 millions en augmentation de 25.232 millions (+10,7%) par rapport à 2021, imprimée principalement par le poste "transferts de capital".

En 2022, les flux des actifs et passifs financiers ont occasionné des sorties nettes de capitaux à hauteur de 47.472 millions, après des entrées de 374.498 millions en 2021. Cette évolution est imprimée par les effets conjugués de la hausse des sorties de capitaux sous forme des autres investissements pour atteindre 492.136 millions (après des sorties nettes de 45.571 millions en 2021) et du repli des entrées au titre des investissements de portefeuille à 41.585 millions (après des entrées de capitaux de 440.498 millions), insuffisamment contrebalancés par les entrées de capitaux au titre des investissements directs étrangers à hauteur de 403.079 millions (après des sorties de 20.428 millions en 2021).

S'agissant de la position extérieure globale, elle est demeurée débitrice de 4.531.992 millions (-37,9% du PIB nominal), contre -3.860.229 millions (-34,8% du PIB) un an plus tôt, en aggravation de 17,4%, imprimée par un accroissement du stock des passifs financiers plus important que celui du stock des actifs.

Afin de contenir les déficits des balances des services du revenu primaire, les actions de politique économique ci-après pourraient être encouragées. Il s'agit notamment :

- ✓ la relecture du code minier afin de stimuler la mobilisation des capitaux nationaux dans le secteur et la mise en œuvre des textes réglementaires sur le « contenu local » de sorte à maîtriser l'évolution du compte du revenu primaire dont le déficit se creuse du fait de la sortie des revenus d'investissements ;
- ✓ d'accroître l'offre locale de produits alimentaires agricoles et manufacturés en vue de réduire les importations de ces produits, voire booster leur exportation à travers le développement des chaînes de valeurs des différentes filières (bétails, oignons, lait, sucre, sésame et riz) ;
- ✓ de faciliter l'offre de produits aurifères raffinés avec la construction d'une société de raffinage, ce qui limitera les exportations d'or non déclarées au regard du volume exporté vers certains pays de la sous-région ;
- ✓ d'intensifier la collaboration entre les acteurs en charge des statistiques du secteur extérieur ;

- ✓ de prendre des mesures incitatives en faveur des acteurs nationaux du secteur de l'assurance afin de réduire les paiements de services d'assurance aux non-résidents ;
- ✓ de renforcer la politique d'industrialisation dans les domaines agro-alimentaires et du textile en vue de la transformation des produits de base et soutenir l'élargissement de la base des exportations, dans la perspective de saisir les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).



Appendice : Définitions et démarches méthodologiques

1. La Balance des paiements

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes.

- **Balance des biens**

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur les marchandises générales, l'or non monétaire et les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international⁵. Les importations et les exportations sont enregistrées sur la base de leurs valeurs FOB alors que les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont retracés dans la balance des services.

Afin de répondre aux besoins d'établissement de la balance des paiements, des retraitements sont effectués sur les statistiques nationales du commerce extérieur. Ces statistiques, fondées sur le concept de frontière nationale, sont élaborées selon l'optique « commerce général ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de conciliation des données du commerce intra-UEMOA instituée par la BCEAO, qui permettent de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges intra-communautaires et une meilleure évaluation du commerce non contrôlé, sont pris en compte.

Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens

(en millions de FCFA)

	Exportations		Importations	
	2021	2022	2021	2022
Statistiques douanières (FOB/CAF)	2 806 080	2 841 868	2 612 497	3 505 280
Ajustement sur l'or non monétaire (1)	228 597	263 171		
Commerce non contrôlé intra-UEMOA (2)	42 870	133 747	12 760	56 654
Ajustement sur les exportations de produits animaliers (3)	60 971	60 362		
Ajustement lié à la correction des asymétries intra UEMOA (4)	5 546	8 297	251 200	325 542
Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 738	4 789		
Retraitement fret et assurances			-425 837	-571 361
<i>Fret</i>			-361 962	-485 656
<i>Assurances</i>			-63 876	-85 704
Montant total des ajustements	342 722	470 366	-161 877	-189 164
Statistiques retenues en balance des paiements (FOB/FOB)	3 148 802	3 312 234	2 450 620	3 316 115

Sources : BCEAO, INSD.

(1) L'ajustement sur l'or non monétaire consiste à l'intégration de la valeur estimée de l'or non monétaire exporté à partir de la production artisanale, fixée à 9,5 tonnes depuis l'enquête réalisée par l'INSD en 2017, avec une progression annuelle de 2,2%.

(2) Le commerce non contrôlé désigne l'ensemble des flux commerciaux non saisis par les statistiques douanières. Il est estimé suivant la méthodologie dite des flux financiers et monétaires qui consiste à déterminer la valeur du commerce informel entre les Etats de l'Union sur la base des statistiques des billets externes détenus dans les caisses de la BCEAO, des virements bancaires intra-UEMOA fournis par STAR-UEMOA ainsi que des données sur les transferts électroniques. Des coefficients issus d'une enquête réalisée par la BCEAO permettent de répartir ces flux financiers et monétaires entre les règlements de commerce formel et informel.

(3) En raison des défauts notables de déclarations des exportations du bétail sur pieds, un ajustement est apporté aux statistiques douanières en y ajoutant le différentiel de valeur par rapport aux estimations faites par le Ministère en

⁵ Le négoce international est l'achat de biens par un résident (de l'économie qui établit la balance des paiements) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question.

charge des ressources animales sur la base de l'enquête ENDRAH et du SIM/Bétail.

(4) Les travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données intra-UEMOA fournissent une matrice corrigée des échanges officiels de biens entre les différents pays de l'Union. Cette rubrique consacre la prise en compte des ajustements arrêtés par la Cellule.

- **Estimation des exportations d'or issu de la production artisanale**

La quantité des exportations d'or issu de la production artisanale a été estimée sur la base des résultats de l'enquête⁶ réalisée par l'INSD en 2017. Quant au prix à l'exportation de cette production artisanale, il a été estimé à partir des statistiques miroir sur le commerce international de marchandises, disponibles sur le site internet des Nations-Unies (UN COMTRADE database).

- **Balance des services**

La balance des services recouvre les échanges extérieurs au titre des transports, des voyages et des autres services.

- **Compte du revenu primaire**

Le compte du revenu primaire enregistre les flux relatifs aux revenus liés au processus de production, ainsi qu'à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits.

- **Compte du revenu secondaire**

Le compte du revenu secondaire recense les transferts courants entre résidents et non-résidents, matérialisés par les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers au Burkina Faso et burkinabè de l'étranger ainsi que les aides en espèces destinées à la consommation des biens et services.

1.2. Compte de Capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital. La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

1.3. Compte financier

Le compte financier de la balance des paiements recense les variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- les investissements directs confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- les investissements de portefeuille concernent les transactions sur les titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10% du capital de l'entreprise, ainsi que les opérations sur les titres de créance ;
- le contrat de dérivés financiers est un instrument financier lié à un autre instrument, indice ou produit de base spécifique, négociable sur des marchés de gré à gré ou sur des marchés organisés, par lequel les entreprises peuvent se couvrir contre les risques de marché, de liquidité, de contrepartie ou politique ;
- les autres investissements sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- les avoirs de réserves sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

2. La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG est un état statistique qui montre la valeur et la composition à un moment donné du stock :

⁶ En rappel, cette enquête a permis d'estimer à 9,5 tonnes la production artisanale totale d'or en 2016.

- des actifs financiers des résidents d'une économie qui sont des créances sur des non-résidents et de l'or physique détenu comme avoir de réserve ;
- des engagements des résidents d'une économie envers des non-résidents.

Dans le MBP6, la PEG correspond, par la classification, l'enregistrement net et l'ordre des postes, au compte financier et au compte de revenu primaire de la balance des paiements, ainsi qu'aux autres variations de la PEG, de manière à faciliter les opérations de rapprochement et le calcul des taux de rendement.

- **Source de données**

Les données utilisées pour l'élaboration de la PEG sont des données sur la dette extérieure, les données sur les statistiques monétaires et enfin, les données recueillies auprès des entreprises privées à travers l'enquête de la Balance des paiements.

- **Méthodologie**

Contrairement à la balance des paiements qui retrace des flux, la position extérieure globale est un relevé en termes de stocks. Il s'agit d'un état statistique à double dimension puisqu'elle permet de rapprocher les stocks et les flux des composantes et des facteurs explicatifs des variations enregistrées du début à la fin de la période sous revue.

Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 : Glossaire	33
Annexe 2 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA	38
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions 2020(Présentation résumée)	43
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions 2020(Optique BCEAO)	44
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/8	45
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	53
Annexe 7 : Compte de transactions courantes	54
Annexe 8 : Compte de biens et services	54
Annexe 9 : Compte de biens	54
Annexe 10 : Evolution des exportations de biens	55
Annexe 11 : Exportations par principaux produits	55
Annexe 12 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	56
Annexe 13 : Evolution des importations de biens	57
Annexe 14 : Importations par principaux produits	57
Annexe 15 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2020	57
Annexe 16 : Ventilation géographique des importations de marchandises	58
Annexe 17 : Evolution de la balance des services	59
Annexe 18 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020	59
Annexe 19 : Evolution du compte du revenu primaire	59
Annexe 20 : Evolution du compte du revenu secondaire	59
Annexe 21 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020	60
Annexe 22 : Evolution du compte de capital	60
Annexe 23 : Evolution du compte financier	60
Annexe 24 : Variation de la position extérieure globale nette entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020	61
Annexe 25 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin décembre 2020	62
Annexe 26 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin décembre 2020	63

Annexe 1 : Glossaire

A

■ Actifs ou avoirs extérieurs nets (AEN)

Les AEN correspondent à la différence entre les actifs extérieurs bruts des institutions de dépôts et leurs engagements extérieurs.

■ Actifs non financiers non produits

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains vendus aux ambassades, droits d'exploitation du sous-sol, les droits d'exploitation forestière, les eaux, les droits de pêche, l'espace aérien et le spectre électromagnétique), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation et de survalueur (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ Administration publique

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale, les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ Autres institutions de dépôts ou institutions de dépôts à l'exception de la banque centrale

Ce sont les intermédiaires financiers qui disposent de passifs sous forme de dépôts ou d'instruments financiers assimilables à des dépôts.

■ Autres investissements (prêts et emprunts)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des administrations publiques, des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ Autres secteurs

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ Avoirs de réserve

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale dont elle peut disposer immédiatement pour répondre à des besoins de financement de la balance des paiements, pour intervenir sur les marchés des changes afin d'influer sur le taux de change, ainsi que pour d'autres besoins connexes (par exemple maintenir la confiance dans la monnaie et dans l'économie et permettre d'emprunter à l'étranger). Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve au FMI.

B

■ Balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique élaboré sous forme comptable, élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde.

Par construction, la balance des paiements est toujours équilibrée, aux erreurs et omissions près, car les opérations sont enregistrées selon le principe de la comptabilité en partie double. En effet,

aucun échange ne peut avoir lieu sans avoir été financé. Par contre, les soldes intermédiaires (des sous-balances) peuvent être excédentaires ou déficitaires. Ainsi, on dit couramment, par abus de langage, que la balance des paiements est en déficit (ou en excédent) lorsqu'on veut dire en réalité que la balance des transactions courantes (ou parfois la balance commerciale) est déficitaire (importations plus importantes) ou excédentaire (exportations plus importantes).

■ **Bénéfices réinvestis**

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ **Biens**

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

C

■ **Compte de capital**

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe (dons pour investissement, indemnités d'assurance dommage, etc.) ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits.

■ **Court terme**

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ **Crédits commerciaux et avances**

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non-résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux et avances surviennent lorsque le paiement des biens et services n'est pas effectué en même temps que le transfert de propriété d'un bien ou la fourniture d'un service. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

■ **Crédit intérieur**

Le crédit intérieur est constitué de l'ensemble des créances détenues par le système bancaire sur l'Etat (position nette du Gouvernement) et les unités institutionnelles résidentes privées (crédit à l'économie).

D

■ **Dettes extérieures**

C'est l'ensemble des passifs sous forme de dette des résidents d'une économie envers des non-résidents. La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. On soustrait de la dette extérieure brute les actifs financiers des résidents pour calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

■ **Dettes intérieures**

Elle est composée des dettes contractées par les unités institutionnelles résidentes auprès d'acteurs résidents dans le pays.

■ **Droits de tirage spéciaux**

Les droits de tirage spéciaux (DTS) sont des avoirs de réserve internationaux créés par le FMI et alloués à ses pays membres pour compléter les réserves officielles dont ils disposent déjà. Le DTS est constitué d'un panier de devises librement utilisables (dollar américain, euro, livre sterling et yen).

Depuis le 1^{er} octobre 2016, la monnaie chinoise, le renminbi (RMB) ou yuan, a été incluse dans les DTS.

E

■ Envois de fonds des travailleurs

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés au Burkina Faso par des travailleurs non-résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ Erreurs et omissions

En principe, les comptes de la balance des paiements sont équilibrés, mais, dans la pratique, des déséquilibres sont causés par les imperfections des données-source et des méthodes d'établissement des statistiques. Calculés par soustraction, les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

I

■ Indices BRVM 10 et BRVM Composite

L'indice BRVM 10 est composé des dix valeurs les plus actives du marché des actions de la BRVM. Il est révisé trimestriellement.

L'indice BRVM Composite retrace l'évolution de toutes les actions cotées, y compris celles du BRVM 10. Un indice boursier est une mesure statistique calculée par le regroupement des valeurs des titres de plusieurs sociétés cotées.

■ Intérêt

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ Investissement de Portefeuille

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés. Ils sont détenus sous forme de titres de participation et de titres de créance à long et à court terme.

■ Investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

■ ISBLSM

L'ISBLSM est un sigle signifiant en économie (plus particulièrement pour la comptabilité nationale) Institution sans but lucratif au service des ménages.

L

■ Long terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance initiale supérieure à un an.

R

■ Résidence

La résidence de toute unité institutionnelle est le territoire économique avec lequel elle entretient la relation la plus importante; elle peut être exprimée comme le lieu où se trouve le centre d'intérêt économique prédominant, indépendamment de la nationalité.

■ Revenu d'investissement

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent (revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve). Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ **Revenu primaire**

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (rémunérations des salariés), pour la fourniture d'actifs financiers (revenus d'investissement) ou pour la location de ressources naturelles (loyers). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ **Revenu secondaire**

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital.

S

■ **Services**

Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

T

■ **Transactions courantes**

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenu primaire et revenu secondaire entre le Burkina Faso et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ **Transports**

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées sous la ligne « voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

V

■ **Voyages**

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses au Burkina Faso des personnes physiques non-résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport.

U

■ **Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**

L'UEMOA compte 8 pays membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

■ **Union Européenne (UE)**

L'Union européenne compte actuellement 28 pays (Etats membres) : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

Z

■ Zone Euro ou Eurozone

C'est une zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro (EUR, €) comme monnaie unique. Sur les 28 États membres de l'UE, 19 utilisent l'euro : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie, Estonie, Lettonie et Lituanie.

=====

Annexe 2 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des Statuts de la BCEAO. A cet égard, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, qu'elle révisé régulièrement pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

L'élaboration des comptes extérieurs s'appuyait sur un cadre de collecte de données mis en place depuis 1996, suivant la méthodologie du MBP5. Le dispositif de l'Union est basé sur des enquêtes annuelles, complétées par des sources hors enquêtes, dont les résultats sont compilés dans une application informatique dédiée au calcul de la balance des paiements.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008, par le FMI, les Autorités de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur volonté d'engager des actions en vue de l'adoption de cette méthodologie. A cet égard, une note d'orientation a été élaborée et soumise à leur attention en octobre 2010. Cette note décrit notamment les principaux changements à apporter au dispositif régional, assorti d'un chronogramme de travail étalé sur la période 2011 et 2012.

1. RAPPEL DES MOTIVATIONS DE LA REFONTE DU DISPOSITIF SOUS REGIONAL

La refonte du dispositif sous-régional de l'UEMOA a été principalement motivée par l'entrée en vigueur de la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'introduction vise :

- à prendre en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux ;
- au renforcement de l'intégration avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur du MBP5 (SCN2008, MSFM2008, dette extérieure, IDE, dérivés financier, etc.).

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du cadre de collecte et d'analyse des données, en vue notamment de :

- adapter et renforcer le cadre d'analyse de la ventilation géographique et sectorielle des données ;
- améliorer le cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, en vue d'assurer une meilleure cohérence entre les flux de balance des paiements et les variations de la Position Extérieure Globale ;
- améliorer le champ de couverture des enquêtes pour les balances des paiements nationales et la balance des paiements régionale.

2. DEROULEMENT DES TRAVAUX ET PRINCIPAUX CHANGEMENTS OPERES

2.1 Déroulement des travaux

Les travaux se sont étalés sur la période 2011-2012 selon une approche participative, avec l'implication en amont des Directions Nationales et des Directions des Services Centraux de la Banque, ainsi que l'appui d'une équipe d'assistance technique du FMI. A cet effet, un Groupe de Travail comprenant toutes les structures internes de la Banque Centrale, impliquées dans les travaux de confection de la balance des paiements a été créé. En outre, les Autorités de la Banque ont sollicité et obtenu du FMI, une mission d'assistance technique pour accompagner la BCEAO dans le passage à l'utilisation de la sixième édition du Manuel du FMI.

Tout au long du processus, les documents produits par le Service de la Balance des Paiements logé au sein de la Direction des Statistiques, qui a assuré le Secrétariat du Groupe Technique, ont été soumis aux différentes parties prenantes, pour prendre en compte leurs observations au fur et à

mesure de leur production.

Pour la validation finale du nouveau dispositif, un séminaire regroupant la mission d'assistance technique du FMI et les agents de la BCEAO a été organisé du 16 avril au 3 mai 2012 au Siège de la BCEAO à Dakar.

2.2 Principaux changements opérés

Les principaux changements ci-après ont été opérés en prenant en compte les innovations apportées par le MBP6 et le souci d'amélioration de la qualité des données :

- la prise en compte des précisions et clarifications apportées par le MBP6 ;
- la prise en compte des nouvelles composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure dans la définition des rubriques des questionnaires, ainsi que des sources et des méthodes d'estimation des données ;
- la révision du cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, par la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux » ;
- la présentation des rubriques du compte financier en termes de variations nettes d'actifs et de passifs, en lieu et place des flux bruts créditeurs et débiteurs ;
- la révision de la ventilation géographique des données, pour tenir compte du changement de la zone d'ancrage du FCFA depuis la substitution de l'euro au franc français ;
- l'adoption d'une ventilation sectorielle plus détaillée, en vue d'assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité ;
- l'élargissement du champ des entités enquêtées, pour intégrer certaines institutions régionales telles que la BIDC, le FAGACE, la Cour de Justice de la CEDEAO, etc. ;
- l'introduction de questionnaires dédiés à la collecte de données sur les transactions des institutions de l'UEMOA avec les non-résidents de l'Union, pour des fins de compilation de la balance des paiements régionale de l'UEMOA.

3. DESCRIPTION DU DISPOSITIF EN VIGUEUR

3.1. Nouveau champ des entités enquêtées

Au total, 90 supports de collecte ont été retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien dispositif, répartis comme suit :

- des questionnaires destinés aux enquêtes nationales de la balance des paiements, au nombre de 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations ;
- des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres, dont le nombre est passé de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif ;
- et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, au nombre de 9.

3.2. Caractéristiques générales des supports de collecte

Les supports de collecte présentent les caractéristiques ci-après :

- ◆ une page de garde, comportant notamment l'identifiant de l'agent économique enquêté, la raison sociale, l'activité principale, l'adresse et les dispositions du Règlement N°09/2010/RC/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union, régissant la collecte et le traitement des données sur les échanges extérieurs ;
- ◆ des rubriques destinées au recueil des données du compte courant, du compte de capital et du compte financier :

- ◆ une codification des rubriques des supports de collecte suivant la norme SDMX⁷, conforme à celle retenue dans la présentation des composantes du MBP6 ;
- ◆ une ventilation des données selon trois zones géographiques, à savoir, l'UEMOA, la Zone euro et les Autres pays. La Zone euro correspond à la Zone d'ancrage de la parité du FCFA, depuis la création de la devise européenne en 1999 ;
- ◆ les rubriques des comptes de transactions courantes et de capital sont présentées en termes de flux bruts créditeurs et débiteurs comme dans l'ancien dispositif ;
- ◆ les rubriques d'actifs et passifs financiers continuent d'être collectées sous forme de stocks. La nouveauté concerne le recueil simultané des positions d'ouverture (stock de début de période) et de fermeture (stock de fin de période), accompagnées des « Autres flux » enregistrés au cours de la période.

Une notice technique à l'intention des déclarants, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, ainsi qu'un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6, sont joints aux questionnaires pour faciliter le service des rubriques.

Pour toutes les entreprises financières et non financières, le questionnaire de la balance des paiements est accompagné d'un formulaire complémentaire, destiné au recueil des données sur investissements directs étrangers ventilés en « fonds propres » et « instruments de dette », par pays partenaire et par secteur bénéficiaire. Cet outil permet :

- d'assurer une analyse plus complète des IDE ;
- de procéder à la réconciliation des données sur les investissements directs étrangers intra-UEMOA ;
- de répondre à l'ECID du FMI, à laquelle les pays de l'UEMOA ont adhéré à compter de 2011.

3.3. Sources de données et méthodologies d'estimation des rubriques

Comme indiqué précédemment, en plus des renseignements recueillis à travers les enquêtes, des données hors enquêtes sont également collectées pour améliorer la couverture statistique.

Les sources de données et la liste des méthodologies d'estimation ont été actualisées, pour tenir compte des modifications et précisions apportées sur les concepts de base, ainsi que les introductions de nouvelles rubriques et les reclassifications de certaines transactions.

Un guide méthodologique, décrivant le nouveau dispositif d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA, selon la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, a été élaboré.

Ce document est publié sur le site internet de la BCEAO à l'adresse <http://www.bceao.int/Guide-methodologique-pour-l.html>. Il expose, en plus du nouveau champ de collecte de données et des questionnaires, une description des sources de données et des notes méthodologiques pour l'estimation des rubriques.

3.4. Application informatique

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, par la Direction des Systèmes d'Information, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Elle est accessible sur le réseau intranet de la BCEAO, avec un compte pour chaque pays membre et pour le Siège, qui élabore la balance régionale.

A côté de cet outil, des applicatifs ont été développés au niveau de la Direction de la Recherche et de la Statistique, pour le dépouillement des données recueillies à l'aide des formulaires complémentaires sur les IDE.

⁷ Statistical Data and Metadata Exchange - Normes ouvertes communes pour l'échange et le partage de données et de métadonnées

4. DEVELOPPEMENTS RECENTS

Participation du Burkina Faso au SGDD-a

Les Autorités burkinabè ont marqué leur accord pour la participation du pays au Système Général de Diffusion de Données amélioré (SGDD-a).

A cet effet, une mission du FMI a séjourné à Ouagadougou du 26 septembre au 04 octobre 2018 en vue d'assister les structures impliquées dans la mise en place de la Page Nationale Récapitulative de Données (PNRD) du Burkina Faso. Cette page a été publiée en fin décembre 2018 sur le site web de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). Elle est alimentée par les données provenant de la Plate-forme Open Data, accessible à partir du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID), de la BCEAO et de l'INSD et chaque structure procède à la mise à jour des données relevant de son ressort dans les délais indiqués.

En rappel, le Système Général de Diffusion des Données (SGDD) a été défini et prescrit par le FMI à ses pays membres pour éviter la survenue de futurs épisodes de turbulence sur les marchés financiers, en 1997. Il contient des normes devant garantir la transparence et la diffusion des statistiques macroéconomique et financière de chaque pays. L'objectif visé par ce système est l'amélioration de la qualité des données produites et de leur diffusion dans un cadre transparent qui respecte les normes statistiques en la matière. Le SGDD-a, la version améliorée de ce système, a été mis en point en 2015.

A l'avenir, le Burkina pourrait migrer, à l'instar du Sénégal, vers la Norme Spéciale de Diffusion des données (NSDD) qui donne une meilleure visibilité aux statistiques du pays et, en retour, permettrait un meilleur accès au marché financier international.

Rebasage des comptes nationaux

L'INSD a procédé à un changement d'année de base pour les comptes nationaux. En effet, 2015 a été définie comme nouvelle année de base en remplacement de l'année de base 1999. Cette nouvelle année de base 2015 prend en compte les mutations économiques et est conforme au système de comptabilité nationale (SCN) de 2008. Elle intègre également les nouvelles nomenclatures internationales (CITI rev4.1 et CPC rev2.1).

Le produit intérieur brut de 2015 est estimé à 6.995,3 milliards, soit un taux de révision de +13,5% par rapport aux anciennes estimations. Sur cette base, les comptes nationaux des années 1999 à 2014 ont été retropolés et ceux des années 2016 et 2017 produits.

Cette révision s'explique par l'amélioration apportée par les données des enquêtes récentes notamment l'enquête nationale sur le secteur informel, l'enquête nationale sur le secteur de l'orpaillage, la prise en compte de l'arboriculture ainsi qu'une meilleure estimation et une distinction d'un secteur spécifique sur les institutions sans but lucratif au service des ménages.

Elle s'explique également par la vétusté de l'ancienne année de base qui datait de 1999, soit près de vingt ans alors que les recommandations internationales suggèrent un changement de l'année de base tous les cinq ans.

Ce changement de base a entraîné une modification à la baisse de tous les ratios des soldes caractéristiques de la balance des paiements rapportés au PIB.

=====

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions 2022 (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Postes	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 317 954	5 193 692	-875 738
1.A	Biens et services	3 626 327	4 217 074	-590 747
1.A.a	Biens	3 312 234	3 316 115	-3 881
1.A.a.1	Marchandises générales	963 811	3 316 115	-2 352 304
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	53 840	0	53 840
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 789	0	4 789
1.A.a.3	Or non monétaire	2 343 634	0	2 343 634
1.A.b	Services	314 093	900 958	-586 865
1.A.b.3	Transport	49 948	446 432	-396 484
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	14 209	357 260	-343 050
1.A.b.4	Voyage	47 123	45 535	1 587
1.A.b.0	Autres services	217 022	408 991	-191 968
1.B	Revenus primaires	188 870	836 646	-647 776
1.B.1	Revenus des salariés	36 097	21 307	14 791
1.B.2	Revenus des investissements	139 591	771 454	-631 863
1.B.3	Autres revenus primaires	13 182	43 886	-30 704
1.C	Revenus secondaires	502 757	139 972	362 784
1.C.1	Administrations publiques	175 611	6 136	169 475
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	60 265	0	60 265
1.C.2	Autres secteurs	327 146	133 836	193 310
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	290 699	94 188	196 511
2	Compte de capital	261 303	350	260 953
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	239	0	239
2.2	Transfert en capital	261 064	350	260 714
2.2.1	Administrations publiques	203 426	0	203 426
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	57 638	350	57 288
3	Compte financier	554 260	506 788	47 472
3.1	Investissements directs	14 677	417 756	-403 079
3.2	Investissements de portefeuille	33 270	74 855	-41 585
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	506 313	14 177	492 136
3.4.0.3	Administration publique	351	193 072	-192 722
3.4.0.4	Autres secteurs	505 962	-178 895	684 858
6	Erreurs et omissions nettes	-4 385 924	-4 381 490	-4 433
7	Solde global	-360 927	305 764	-666 691
8	Avoirs et engagements extérieurs	360 927	-305 764	666 691
8.1	Banque centrale	873 299	-220 217	1 093 516
8.2	Autres institutions de dépôts	-512 372	-85 547	-426 825

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/13

	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1	. Compte des transactions courantes	4 317 954	5 193 692	- 875 738
1.A	. - - Biens et services	3 626 327	4 217 074	- 590 747
1.A.a	. - - - - Biens	3 312 234	3 316 115	- 3 881
1.A.a.1	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	963 811	3 316 115	- 2 352 304
1.A.a.1.1	. - - - - - - Dont : Réexportations	69 026	-	69 026
1.A.a.2	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	4 789	-	4 789
1.A.a.2.1	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-297	-	-297
1.A.a.2.2	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	5 086	-	5 086
1.A.a.3	. - - - - - Or non monétaire	2 343 634	-	2 343 634
1.A.b	. - - - - Services	314 093	900 958	- 586 865
1.A.b.1	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	241	3 319	- 3 077
1.A.b.1.1	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	-	-	-
1.A.b.1.2	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	241	3 319	- 3 077
1.A.b.2	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	727	41 796	- 41 069
1.A.b.3	. - - - - - Transport	49 948	446 432	- 396 484
1.A.b.3.0	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	47 914	409 315	- 361 402
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - - Voyageurs	33 096	48 489	- 15 393
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	-	-	-
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - - Fret	14 209	357 260	- 343 050
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - - Autres	608	3 566	- 2 958
1.A.b.3.1	. - - - - - - Transports maritimes	49	270 404	- 270 355
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - - Voyageurs	-	-	-
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			-
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - - Fret		270 163	- 270 163
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - - Autres	49	241	-192
1.A.b.3.2	. - - - - - - Transports aériens	29 386	85 180	- 55 794
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - - Voyageurs	25 895	32 695	- 6 800
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			-
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - - Fret	2 932	49 159	- 46 228
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - - Autres	559	3 326	- 2 766

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 2/13

	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.3.3	. - - - - - - - - - - Autres modes de transport	18 479	53 731	- 35 253
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - - - - - Voyageurs	7 201	15 794	- 8 593
1.A.b.3.3.1 .1	. - - - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	-	-	-
1.A.b.3.3.2	. - - - - - - - - - - Fret	11 277	37 937	- 26 659
1.A.b.3.3.3	. - - - - - - - - - - Autres		-	-
1.A.b.3.4	. - - - - - - - - - - Services postaux et services de messagerie	2 034	37 117	- 35 083
1.A.b.4	. - - - - - - - - - - Voyages	47 123	45 535	1 587
1.A.b.4.1	. - - - - - - - - - - À titre professionnel	18 591	17 899	692
1.A.b.4.1.1	. - - - - - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	-	-	-
1.A.b.4.1.2	. - - - - - - - - - - Autres	18 591	17 899	692
1.A.b.4.2	. - - - - - - - - - - À titre personnel	28 532	27 637	895
1.A.b.4.2.1	. - - - - - - - - - - Santé	807	12 501	- 11 694
1.A.b.4.2.2	. - - - - - - - - - - Éducation	728	11 417	- 10 689
1.A.b.4.2.3	. - - - - - - - - - - Autres	26 997	3 719	23 278
1.A.b.4.0	. - - - - - - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	4 697	-	4 697
1.A.b.4.0.1	. - - - - - - - - - - Biens			-
1.A.b.4.0.2	. - - - - - - - - - - Services de transports locaux			-
1.A.b.4.0.3	. - - - - - - - - - - Services d'hébergement	4 697	-	4 697
1.A.b.4.0.4	. - - - - - - - - - - Services de restauration			-
1.A.b.4.0.5	. - - - - - - - - - - Autres services	-	-	-
1.A.b.4.0.5 .1	. - - - - - - - - - - Services de santé			-
1.A.b.4.0.5 .2	. - - - - - - - - - - Services d'éducation			-
1.A.b.5	. - - - - - - - - - - Travaux de construction	64 299	41 353	22 946
1.A.b.5.1	. - - - - - - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	63 738	-	63 738
1.A.b.5.2	. - - - - - - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	561	41 353	- 40 792
1.A.b.6	. - - - - - - - - - - Services d'assurance et de retraite	4 161	78 764	- 74 603
1.A.b.6.1	. - - - - - - - - - - Assurance directe	3 392	67 243	- 63 851
1.A.b.6.2	. - - - - - - - - - - Réassurance	260	5 642	- 5 382
1.A.b.6.3	. - - - - - - - - - - Services auxiliaires d'assurance	231	639	-408
1.A.b.6.4	. - - - - - - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	278	5 241	- 4 963

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 3/13

	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.7	. - - - - - Services financiers	53 406	67 856	- 14 449
1.A.b.7.1	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	53 406	67 856	- 14 449
1.A.b.7.2	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)			-
1.A.b.8	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	437	250	187
1.A.b.9	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	33 059	56 542	- 23 483
1.A.b.9.1	. - - - - - Services de télécommunications	21 062	16 265	4 797
1.A.b.9.2	. - - - - - Services d'informatique	6 383	12 941	- 6 558
1.A.b.9.3	. - - - - - Services d'information	5 614	27 336	- 21 723
1.A.b.10	. - - - - - Autres services aux entreprises	16 596	80 379	- 63 782
1.A.b.10.1	. - - - - - Services de recherche-développement	10 710	5 263	5 448
1.A.b.10.2	. - - - - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	46	38 285	- 38 239
1.A.b.10.3	. - - - - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	5 840	36 831	- 30 991
1.A.b.11	. - - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	25	14 363	- 14 338
1.A.b.11.1	. - - - - - Services audio-visuels et connexes	-	14 363	- 14 363
1.A.b.11.2	. - - - - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	25	-	25
1.A.b.12	. - - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	44 071	24 370	19 701
1.A.b.0.1	. - - - - - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs			-
1.B	. - - Revenu primaire	188 870	836 646	- 647 776
1.B.1	. - - - Rémunération des salariés	36 097	21 307	14 791
1.B.2	. - - - Revenus des investissements	139 591	771 454	- 631 863
1.B.2.1	. - - - - Investissements directs	13 220	596 315	-583 095
1.B.2.1.1	. - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	7 999	554 811	- 546 812
1.B.2.1.1.1	. - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	3 405	450 238	- 446 833
1.B.2.1.1.1.1	. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 775	306 491	- 304 716
1.B.2.1.1.1.2	. - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	131	907	-776
1.B.2.1.1.1.3	. - - - - Entre entreprises soeurs	1 499	142 840	- 141 341

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 4/13

	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1. 3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			-
1.B.2.1.1.1. 3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			-
1.B.2.1.1.1. 3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	-	-	-
1.B.2.1.1.2	. - - - - - Bénéfices réinvestis	4 594	104 573	- 99 979
1.B.2.1.1.2. 1	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement			-
1.B.2.1.1.2. 1.1	. - - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement			-
1.B.2.1.2	. - - - - - Intérêts	5 221	41 504	- 36 283
1.B.2.1.2.1	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	3 028	35 279	- 32 251
1.B.2.1.2.2	- - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	10	327	-317
1.B.2.1.2.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	2 183	5 898	- 3 715
1.B.2.1.2.3. 1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	-	-	-
1.B.2.1.2.3. 2	. - - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	-	-	-
1.B.2.1.2.3. 3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	-	-	-
1.B.2.1.2M	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés			-
1.B.2.2	. - - - - - Investissements de portefeuille	113 182	117 858	- 4 676
1.B.2.2.1	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 226	32 858	- 31 632
1.B.2.2.1.1	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1 177	9 463	- 8 286
1.B.2.2.1.2	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	49	23 396	- 23 347
1.B.2.2.1.2. 1	. - - - - - Dividendes			-
1.B.2.2.1.2. 2	. - - - - - Bénéfices réinvestis	49	23 396	- 23 347
1.B.2.2.2	. - - - - - Intérêts	111 956	84 999	26 957
1.B.2.2.2.1	. - - - - - À court terme	64 935	68 849	- 3 915
1.B.2.2.2.2	. - - - - - À long terme	47 022	16 150	30 872
1.B.2.3	. - - - - - Autres investissements	13 189	57 281	- 44 092

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 5/13

	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.3.1	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés			-
1.B.2.3.2	. - - - - - Intérêts	13 189	57 281	- 44 092
1.B.2.3.2M	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés			-
1.B.2.3.3	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	-	-	-
1.B.2.4	. - - - - - Avoirs de réserves	-	-	-
1.B.2.4.1	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement			-
1.B.2.4.2	. - - - - - Intérêts			-
1.B.2.4.2M	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIGIM)			-
1.B.3	. - - - - Autre revenu primaire	13 182	43 886	- 30 704
1.B.3.1	. - - - - Taxes sur la production et importations		25 893	- 25 893
1.B.3.2	. - - - - Subventions à la production			-
1.B.3.3	. - - - - Loyers	13 182	17 992	- 4 810
1.C	. - - Revenu secondaire	502 757	139 972	362 784
1.C.1	. - - - Administrations publiques	175 611	6 136	169 475
1.C.1.1	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	25 933	-	25 933
1.C.1.1.1	. - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			-
1.C.1.2	. - - - - Cotisations sociales	-	345	-345
1.C.1.2.1	. - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			-
1.C.1.3	. - - - - Prestations Sociales (Débit)			-
1.C.1.4	. - - - - Coopération internationale courante	149 023	5 791	143 232
1.C.1.5	. - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	655	-	655
1.C.1.5.1	. - - - - - Transferts courants aux ISBLSM			-
1.C.2	. - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	327 146	133 836	193 310
1.C.2.1	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	290 699	94 188	196 511
1.C.2.1.1	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	290 699	94 188	196 511
1.C.2.2	. - - - - Autres transferts courants	36 447	39 648	- 3 201

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 6/13

	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.2.0.1	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	-	-	-
1.C.2.0.2	. - - - - - Cotisations sociales	-	-	-
1.C.2.0.3	. - - - - - Prestations sociales	3 794	324	3 469
1.C.2.0.4	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	-	-	-
1.C.2.0.5	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	-	-	-
1.C.2.0.6	. - - - - - Coopération internationale courante	22 237	387	21 850
1.C.2.0.7	. - - - - - Transferts courants divers	10 416	38 936	- 28 520
1.C.2.0.7.1	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM			-
1.C.3	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension			-
2	. Compte de capital	261 303	350	260 953
02/01/13	. - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	239	-	239
02/02/13	. - - Transferts de capital	261 065	350	260 715
02/02/01	. - - - Administration publique	203 426	-	203 426
2.2.1.1	. - - - - Remises de dette		-	-
2.2.1.2	. - - - - Autres transferts de capital	203 426	-	203 426
2.2.1.2.1	. - - - - - dont : impôts en capital			-
02/02/02	. - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	57 638	350	57 288
2.2.2.1	. - - - - Remises de dette	-	-	-
2.2.2.2	. - - - - Autres transferts de capital	57 638	350	57 288
2.2.2.2.1	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	-	-	-
2.2.2.0.1	. - - - - - dont : entre ménages	-	-	-
4	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	4 579 257	5 194 042	- 614 785

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 7/13

	Libellé poste	Acquisition s nettes d'actifs	Accroisse ments nets de passifs	Solde
3	Compte financier	193 333	832 439	- 639 105
5	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	193 333	832 439	- 639 105
03/01/13	. - - Investissement direct	14 677	417 756	- 403 079
03/01/01	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	7 474	382 461	- 374 987
3.1.1.1	. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	2 880	277 888	- 275 008
3.1.1.1.1	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	- 1 518	- 31 785	30 267
3.1.1.1.2	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	-840	- 2 069	1 229
3.1.1.1.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	5 238	311 742	- 306 504
3.1.1.1.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			-
3.1.1.1.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			-
3.1.1.1.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			-
3.1.1.2	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	4 594	104 573	- 99 979
3.1.1.0.1	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement			-
3.1.1.0.1.1	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires			-
03/01/02	. - - - - Instruments de dette	7 203	35 295	- 28 092
3.1.2.1	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	1 084	39 290	- 38 206
3.1.2.2	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	- 1 635	642	- 2 278
3.1.2.3	. - - - - Entre entreprises soeurs	7 755	- 4 637	12 392
3.1.2.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résiden			-
3.1.2.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			-
3.1.2.3.3	- - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			-
3.1.2.0	. - - - - Titres de créance :	-	-	-
3.1.2.0.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-	-	-
3.1.2.0.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-	-	-
3.1.2.0.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	-	-	-

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 8/13

	Libellé poste	Acquisiti ons nettes d'actifs	Accroisse ments nets de passifs	Solde
3.1.2.0.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			-
3.1.2.0.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			-
3.1.2.0.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			-
03/02/13	. - - Investissements de portefeuille	296 846	94 742	202 104
03/02/01	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	4 382	19 887	- 15 505
3.2.1.1	. - - - - - Banque centrale			-
3.2.1.3	. - - - - - Administrations publiques			-
3.2.1.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	95		95
3.2.1.4	. - - - - - Autres secteurs	4 287	19 887	- 15 600
3.2.1.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	29	81	-52
3.2.1.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	4 258	19 806	- 15 548
3.2.1.0.1	. - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement			-
3.2.1.0.1.1	. - - - - - Cotés en bourse			-
3.2.1.0.1.2	. - - - - - Non cotés en bourse			-
3.2.1.0.2	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement			-
3.2.1.0.2.1	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices			-
3.2.1.0.2.2	. - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires			-
03/02/02	. - - - - Titres de créance	292 464	74 855	217 609
3.2.2.1	. - - - - - Banque centrale			-
3.2.2.1.1	. - - - - - À court terme			-
3.2.2.1.2	. - - - - - À long terme			-
3.2.2.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			-
3.2.2.1.9.1	. - - - - - À court terme			-
3.2.2.1.9.2	. - - - - - À long terme			-
3.2.2.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	263 481		263 481

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 9/13

	Libellé poste	Acquisiti ons nettes d'actifs	Accroisse ments nets de passifs	Solde
3.2.2.2.1	. - - - - - À court terme			-
3.2.2.2.2	. - - - - - À long terme	263 481		263 481
3.2.2.3	. - - - - - Administrations publiques	-	74 855	- 74 855
3.2.2.3.1	. - - - - - À court terme		11 228	- 11 228
3.2.2.3.2	. - - - - - À long terme	-	63 627	- 63 627
3.2.2.4	. - - - - - Autres secteurs	28 983	-	28 983
3.2.2.4.0.1	. - - - - - À court terme	10 416	-	10 416
3.2.2.4.0.2	. - - - - - À long terme	18 567	-	18 567
3.2.2.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	235	-	235
3.2.2.4.1.1	. - - - - - À court terme	-	-	-
3.2.2.4.1.2	. - - - - - À long terme	235	-	235
3.2.2.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	28 748	-	28 748
3.2.2.4.2.1	. - - - - - À court terme	10 416	-	10 416
3.2.2.4.2.2	. - - - - - À long terme	18 332	-	18 332
03/03/13	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-	-	-
03/03/01	. - - - - Banque centrale			-
3.3.1.9	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			-
03/03/02	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale			-
03/03/03	. - - - - Administrations publiques			-
03/03/04	. - - - - Autres secteurs			-
3.3.4.1	. - - - - Autres sociétés financières			-
3.3.4.2	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			-
3.3.0.1	. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)			-
3.3.0.1.1	. - - - - Options			-
3.3.0.1.2	. - - - - Contrats à terme			-
3.3.0.2	. - - - - Options sur titres des employés			-
03/04/13	. - - Autres investissements	755 109	319 941	435 168
03/04/01	. - - - - Autres titres de participation	4 808	-	4 808
03/04/02	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	163 646	145 645	18 000
3.4.2.1	. - - - - Banque centrale	-	82 179	- 82 179
3.4.2.1.1	. - - - - À court terme	-	82 179	- 82 179
3.4.2.1.2	. - - - - À long terme	-	-	-
3.4.2.1.9	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			-
3.4.2.1.9.1	. - - - - À court terme			-

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 10/13

	Libellé poste	Acquisiti ons nettes d'actifs	Accroisse ments nets de passifs	Solde
3.4.2.1.9.2	. - - - - - À long terme			-
3.4.2.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	95 648	63 466	32 182
3.4.2.2.0.1	. - - - - - Dont: positions interbancaires	-	-	-
3.4.2.2.1	. - - - - - À court terme	95 648	-	95 648
3.4.2.2.2	. - - - - - À long terme	-	63 466	- 63 466
3.4.2.3	. - - - - - Administrations publiques	351	-	351
3.4.2.3.1	. - - - - - À court terme	351		351
3.4.2.3.2	. - - - - - À long terme			-
3.4.2.4	. - - - - - Autres secteurs	67 647	-	67 647
3.4.2.4.0.1	. - - - - - À court terme	33 952		33 952
3.4.2.4.0.2	. - - - - - À long terme	33 695		33 695
3.4.2.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	12 948		12 948
3.4.2.4.1.1	. - - - - - À court terme	12 948		12 948
3.4.2.4.1.2	. - - - - - À long terme	-		-
3.4.2.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	54 699	-	54 699
3.4.2.4.2.1	. - - - - - À court terme	20 952		20 952
3.4.2.4.2.2	. - - - - - À long terme	33 747		33 747
03/04/03	. - - - - - Prêts	161 597	175 447	- 13 850
3.4.3.1	. - - - - - Banque centrale		- 9 538	9 538
3.4.3.1.1	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)		- 9 538	9 538
3.4.3.1.2	. - - - - - Autres prêts à court terme			-
3.4.3.1.3	. - - - - - Autres prêts à long terme			-
3.4.3.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.3.1.9.1	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)			-
3.4.3.1.9.2	. - - - - - Autres prêts à court terme			-
3.4.3.1.9.3	. - - - - - Autres prêts à long terme			-
3.4.3.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	154 661	23 158	131 503
3.4.3.2.1	. - - - - - À court terme	154 661	64 082	90 579
3.4.3.2.2	. - - - - - À long terme	-	- 40 924	40 924
3.4.3.3	. - - - - - Administrations publiques		193 072	- 193 072
3.4.3.3.1	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	-	-	-
3.4.3.3.2	. - - - - - Autres à court terme	-	- 79 653	79 653
3.4.3.3.3	. - - - - - Autres à long terme	-	272 726	- 272 726

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 11/13

	Libellé poste	Acquisiti ons nettes d'actifs	Accroisse ments nets de passifs	Solde
3.4.3.4	. - - - - - Autres secteurs	6 936	- 31 245	38 181
3.4.3.4.0.1	. - - - - - - - - À court terme	6 163	- 20 290	26 453
3.4.3.4.0.2	. - - - - - - - - À long terme	773	- 10 955	11 728
3.4.3.4.1	. - - - - - - - - Autres sociétés financières	5 802	1 681	4 121
3.4.3.4.1.1	. - - - - - - - - À court terme	5 802	2 579	3 223
3.4.3.4.1.2	. - - - - - - - - À long terme	-	-898	898
3.4.3.4.2	. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 134	- 32 926	34 060
3.4.3.4.2.1	. - - - - - - - - À court terme	361	- 22 869	23 230
3.4.3.4.2.2	. - - - - - - - - À long terme	773	- 10 057	10 830
03/04/04	. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	3 322	-415	3 737
3.4.4.1	. - - - - - Banque centrale			-
3.4.4.1.9	. - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			-
3.4.4.2	. - - - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale			-
3.4.4.3	. - - - - - Administrations publiques			-
3.4.4.4	. - - - - - Autres secteurs	3 322	-415	3 737
3.4.4.4.1	. - - - - - - - - Autres sociétés financières	3 013	-415	3 428
3.4.4.4.2	. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			-
3.4.4.0.1	. - - - - - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie			-
3.4.4.0.2	. - - - - - - - - Droits à assurance vie et à annuités			-
3.4.4.0.3	. - - - - - - - - Droits à pension			-
3.4.4.0.4	. - - - - - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors			-
3.4.4.0.5	. - - - - - - - - Droits à prestations autres que des pensions			-
3.4.4.0.6	. - - - - - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées			-
03/04/05	. - - - - Crédits commerciaux et avances	112 662	- 12 000	124 662
3.4.5.1	. - - - - - Banque centrale			-
3.4.5.1.1	. - - - - - - - - À court terme			-
3.4.5.1.2	. - - - - - - - - À long terme			-
3.4.5.1.9	. - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			-
3.4.5.1.9.1	. - - - - - - - - À court terme			-

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 12/13

	Libellé poste	Acquisiti ons nettes d'actifs	Accroisse ments nets de passifs	Solde
3.4.5.1.9.2	. - - - - - À long terme			-
3.4.5.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale			-
3.4.5.2.1	. - - - - - À court terme			-
3.4.5.2.2	. - - - - - À long terme			-
3.4.5.3	. - - - - - Administrations publiques			-
3.4.5.3.1	. - - - - - À court terme			-
3.4.5.3.2	. - - - - - À long terme			-
3.4.5.4	. - - - - - Autres secteurs	112 662	- 12 000	124 662
3.4.5.4.0.1	. - - - - - À court terme	56 879	- 65 849	122 728
3.4.5.4.0.2	. - - - - - À long terme	55 782	53 849	1 933
3.4.5.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	-	- 1 595	1 595
3.4.5.4.1.1	. - - - - - À court terme	-	- 1 595	1 595
3.4.5.4.1.2	. - - - - - À long terme	-	-	-
3.4.5.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	112 662	- 10 405	123 067
3.4.5.4.2.1	. - - - - - À court terme	56 879	- 64 254	121 133
3.4.5.4.2.2	. - - - - - À long terme	55 782	53 849	1 933
03/04/06	. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	309 074	7 762	301 312
3.4.6.1	. - - - - - Banque centrale	-	144 074	- 144 074
3.4.6.1.1	. - - - - - À court terme	-	144 074	- 144 074
3.4.6.1.2	. - - - - - À long terme	-	-	-
3.4.6.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			-
3.4.6.1.9.1	. - - - - - À court terme			-
3.4.6.1.9.2	. - - - - - À long terme			-
3.4.6.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	- 1 513	- 1 077	-436
3.4.6.2.1	. - - - - - À court terme	- 1 513	- 1 077	-436
3.4.6.2.2	. - - - - - À long terme	-	-	-
3.4.6.3	. - - - - - Administrations publiques			-
3.4.6.3.1	. - - - - - À court terme			-
3.4.6.3.2	. - - - - - À long terme			-
3.4.6.4	. - - - - - Autres secteurs	310 587	- 135 235	445 823

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 13/13

	Libellé poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3.4.6.4.0.1	. - - - - - À court terme	13 262	- 47 337	60 599
3.4.6.4.0.2	. - - - - - À long terme	297 325	- 87 898	385 223
3.4.6.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	-	8 757	- 8 757
3.4.6.4.1.1	. - - - - - À court terme	-	-	-
3.4.6.4.1.2	. - - - - - À long terme	-	8 757	- 8 757
3.4.6.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	310 587	- 143 992	454 580
3.4.6.4.2.1	. - - - - - À court terme	13 262	- 47 337	60 599
3.4.6.4.2.2	. - - - - - À long terme	297 325	- 96 655	393 980
03/04/07	. - - - - Droits de tirage spéciaux		3 502	- 3 502
03/05/13	. - - Avoirs de réserve	- 873 299	-	- 873 299
03/05/01	. - - - - Or monétaire			-
3.5.1.1	. - - - - - Or métal			-
3.5.1.2	. - - - - - Comptes en or non affectés	-		-
03/05/02	. - - - - Droits de tirage spéciaux	- 66 779	-	- 66 779
03/05/03	. - - - - Position de réserve au FMI	- 4 008	-	- 4 008
03/05/04	. - - - - Autres avoirs de réserve	- 802 512	-	- 802 512
3.5.4.1	. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	- 802 512	-	- 802 512
3.5.4.1.1	. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 020	-	1 020
3.5.4.1.2	. - - - - - Créances sur d'autres entités	- 803 531		- 803 531
3.5.4.2	. - - - - - Titres			-
3.5.4.2.1	. - - - - - Titres de créance			-
3.5.4.2.1.1	. - - - - - À court terme			-
3.5.4.2.1.2	. - - - - - À long terme			-
3.5.4.2.2	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement			-
3.5.4.3	. - - - - - Dérivés financiers			-
3.5.4.4	. - - - - - Autres créances	-		-
6	Erreurs et omissions nettes	- 4 385 924	- 4 381 490	- 4 433

Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions
(en millions de FCFA)

	Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
1	Compte des transactions courantes	-369 262	-306 921	269 285	42 840	-875 738
1.A	Biens et services	-364 144	-325 461	184 634	221 139	-590 747
1.A.a	Biens	161 121	214 321	618 133	698 181	-3 881
1.A.a.1	Marchandises générales	-1 335 927	-1 476 080	-1 665 832	-1 707 111	-2 352 304
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	35 141	52 136	26 679	36 591	53 840
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 591	4 628	4 684	4 738	4 789
1.A.a.3	Or non monétaire	1 492 457	1 685 773	2 279 280	2 400 554	2 343 634
1.A.b	Services	-525 265	-539 783	-433 499	-477 043	-586 865
1.A.b.3	Transport	-346 847	-357 252	-253 363	-287 858	-396 484
1.A.b.3.0.						
2	<i>Dont : Fret</i>	-335 253	-343 535	-242 554	-273 063	-343 050
1.A.b.4	Voyage	1 083	1 099	1 084	1 096	1 587
1.A.b.0	Autres services	-179 501	-183 630	-181 219	-190 280	-191 968
1.B	Revenus primaires	-266 963	-299 461	-319 852	-512 020	-647 776
1.B.1	Revenus des salariés	22 928	8 196	13 386	13 654	14 791
1.B.2	Revenus des investissements	99 622	-288 242	-313 577	-503 624	-631 863
1.B.3	Autres revenus primaires	10 013	-19 415	-19 661	-22 049	-30 704
1.C	Revenus secondaires	261 845	318 002	404 503	333 721	362 784
1.C.1	Administrations publiques	123 306	169 278	235 022	146 183	169 475
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	92 701	88 463	159 678	80 927	60 265
1.C.2	Autres secteurs	138 539	148 724	169 481	187 539	193 310
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	230 161	241 669	268 253	282 232	290 699
2	Compte de capital	175 837	125 931	197 269	235 720	260 953
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	211	127	228	233	239
2.2	Transfert en capital	175 626	125 804	197 041	235 488	260 714
2.2.1	Administrations publiques	122 390	71 772	141 931	179 305	203 426
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	53 236	54 032	55 110	56 183	57 288
3	Compte financier	-313 216	-252 596	-8 475	-374 498	47 472
3.1	Investissements directs	-111 480	-85 858	52 746	20 428	-403 079
3.2	Investissements de portefeuille	-150 199	-119 991	-105 782	-440 498	-41 585
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-51 537	-46 747	44 561	45 571	492 136
3.4.0.3	Administration publique	-158 617	-233 688	-272 398	-350 337	-192 722
3.4.0.4	Autres secteurs	107 080	186 941	316 959	395 908	684 858
6	Erreurs et omissions nettes	-3 506	-4 202	-4 276	-4 322	-4 433
7	Solde global	116 286	67 405	470 752	648 737	-666 691
8	Avoirs et engagements extérieurs	-116 286	-67 405	-470 752	-648 737	666 691
8.1	Banque centrale	-314 379	231 409	-124 363	-257 603	1 093 516
8.2	Autres institutions de dépôts	198 093	-298 814	-346 389	-391 134	-426 825

Source : BCEAO

Annexe 6 : Compte de transactions courantes

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Biens et services	-364 144	-325 461	184 634	221 139	-590 747
Biens	161 121	214 321	618 133	698 181	-3 881
Services	-525 265	-539 783	-433 499	-477 043	-586 865
Revenus primaires	-266 963	-299 461	-319 852	-512 020	-647 776
Revenus secondaires	261 845	318 002	404 503	333 721	362 784
Compte des transactions courantes	-369 262	-306 921	269 285	42 840	-875 738
Balance courante hors dons/PIB (%)	-7,8	-6,8	-1,5	-2,9	-10,2
Balance courante (hors dons publics) (% du PIB)	-6,7	-1,4	-0,5	3,6	1,5
PIB Nominal	8 920 421	9 369 188	10 310 605	11 086 575	11 969 503
Solde courant (en % du PIB)	-4,1	-3,3	2,6	0,4	-7,3

Source : BCEAO

Annexe 7 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Exportations de biens et services	2 505 809	2 617 656	3 136 031	3 456 854	3 626 327
Importations de biens et services	2 869 953	2 943 118	2 951 397	3 235 715	4 217 074
Balance de biens et services	-364 144	-325 461	184 634	221 139	-590 747
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	87,3	88,9	106,3	106,8	86,0
Degré d'ouverture (en %)	30,1	29,7	29,5	29,6	32,8

Source : BCEAO

Annexe 8 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Exportations de biens	2 196 367	2 301 324	2 843 251	3 148 802	3 312 234
Importations de biens	-2 035 246	-2 087 003	-2 225 119	-2 450 620	-3 316 115
Balance de biens	161 121	214 321	618 133	698 182	-3 881
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	107,9	110,3	127,8	128,5	99,9
Degré d'ouverture (en %)	23,7	23,4	24,6	24,8	27,8

Source : BCEAO

Annexe 9 : Evolution des exportations de biens*(En millions de FCFA)*

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Marchandises générales	699 319	610 923	559 287	743 509	963 811
Dont réexportations	35 141	52 136	26 679	36 591	53 840
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	4 591	4 628	4 684	4 738	4 789
Or non monétaire	1 492 457	1 685 773	2 279 280	2 400 554	2 343 634
Total exportations de biens	2 196 367	2 301 324	2 843 251	3 148 802	3 312 234

Source : BCEAO

Annexe 10 : Exportations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Or non monétaire	1 492 457	1 685 773	2 279 280	2 400 554	2 343 634
Coton en masse	179 672	206 120	150 675	254 562	290 055
Zinc	103 720	90 870	61 436	87 679	34 622
Noix de cajou	117 113	55 787	39 042	64 373	89 720
Animaux vivants (*)	272	98	49 103	62 028	60 985
Total exportations de biens	2 196 367	2 301 324	2 843 251	3 148 802	3 312 234

Source : BCEAO

Annexe 11 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2018	2019	2020	2021	2022
EUROPE	1 098 212	1 172 705	2 023 553	2 116 497	2 111 049
UNION EUROPEENNE (EU)	136 752	121 713	100 051	74 045	147 489
ZONE EURO	106 835	91 043	81 481	60 358	133 734
France	76 058	61 334	31 562	22 208	59 493
Allemagne	7 231	8 522	11 072	7 295	13 729
Italie	673	1 751	1 217	0	9 962
Pays-Bas	15 979	5 087	6 336	0	12 059
Belgique	6 213	8 676	13 107	0	14 483
GRECE	1	4 004	16 016	3 115	21 025
Espagne	585	1 529	2 069	0	0
AUTRES PAYS de l'UE	29 917	30 669	18 569	13 687	13 755
Royaume-Uni	17 398	12 037	2 673	3 352	3 561
Danemark	12 064	18 448	15 896	9 948	13 276
AUTRES PAYS D'EUROPE	961 459	1 050 993	1 923 503	2 042 452	1 963 560
Suisse	957 035	1 048 866	1 921 301	2 039 876	1 948 324
Russie	3	33	0	38	126
Türkiye	4 415	2 066	2 202	2 503	5 314
AFRIQUE	245 117	223 336	215 160	252 710	428 945
UEMOA	81 054	106 188	128 915	154 246	313 303
Bénin	2 819	2 890	3 507	7 723	10 562
Burkina	0		0	0	0
Côte d'Ivoire	13 750	28 958	28 793	35 438	40 034
Guinée-Bissau	26	6	0	56	17
Mali	11 314	34 256	45 011	64 852	209 166
Niger	12 489	17 993	31 135	18 679	19 008
Sénégal	5 905	5 552	6 633	6 493	9 612
Togo	34 751	16 533	13 836	21 005	24 903
CEDEAO (hors UEMOA)	59 497	54 255	37 128	37 994	39 793
Nigeria	26	48	27	18	224
Ghana	55 818	52 007	34 006	27 703	32 834
Guinée Conakry	2 892	1 920	3 023	3 990	6 290
Sierra Leone	14	244	72	316	444
CEMAC	268	406	125	146	265
Tchad	57	282		47	41
Cameroun	19	54	70	28	88
Congo	40	31	0	0	28
Gabon	122	18	8	75	103
République centrafricaine	5	14	0	35	4

Guinée équatoriale	24	8	0	0	0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	104 297	62 487	48 992	60 324	75 584
Afrique du Sud	492	1 381	1 639	710	295
Maroc	1 350	704	384	686	1 215
Tunisie	393	272	174	133	329
Algérie	166	157	161	10	197
Libye	2	40	1	3	74
Egypte	61	397	182	476	23
Ethiopie	3 625	2 488	1 628	1 858	4 490
Ile Maurice	0	3 000	19 304	16 945	13 728
AMERIQUE	13 206	15 848	6 759	32 787	28 324
USA	4 340	4 403	5 944	31 405	26 456
Canada	8 172	1 231	674	1 157	1 489
Brésil	642	8 587	0	19	6
ASIE	463 492	500 023	273 220	405 240	289 653
Singapour	139 714	123 784	69 006	107 955	107 210
Chine	7 290	8 060	1 482	11 036	903
Japon	2 257	4 339	4 765	2 580	1 804
Inde	278 768	336 295	170 361	268 978	46 664
Emirats arabes unis	5 734	5 493	7 734	7 299	0
Thaïlande	0	0	0	4	29
Malaisie	1 767	3 319	4 588	2 122	2 276
Vietnam	22 919	15 580	0	0	224
Autres pays	376 340	389 411	271 163	341 567	454 263
TOTAL	2 196 367	2 301 324	2 789 855	3 148 802	3 312 234

Sources: BCEAO, INSD

Annexe 12 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Marchandises générales	2 035 246	2 087 003	2 225 119	2 450 620	3 316 115
Or non monétaire	-	-	-	-	-
Total exportations de biens	2 035 246	2 087 003	2 225 119	2 450 620	3 316 115
Importation de bien/PIB (%)	22,8	22,3	21,6	21,7	27,8

Source : BCEAO

Annexe 13 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Produits alimentaires	224 805	199 613	232 397	254 011	335 033
Autres biens de cons. Courante	218 289	224 222	258 795	273 193	340 351
Biens intermédiaires	427 534	395 645	494 053	546 822	722 380
Produits énergétiques	541 909	588 953	592 241	708 709	1 231 280
Biens d'équipement	560 503	619 951	572 689	594 521	603 644
Produits divers	62 207	58 620	74 944	73 364	83 427

Total	2 035 246	2 087 003	2 225 119	2 450 620	3 316 115
--------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

Source : BCEAO

Annexe 14 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2022

(En millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0	8 198,6	10 797,0	58	46 369,1	27 098,7	956,4	33 588,2	127066
	Burkina	10 561,8		40 033,6	17,3	209 166,3	19 008,0	9 612,3	24 903,4	313 302,7
	Côte d'Ivoire	40 292,7	531 071,7		1 205,9	920 080,3	71 058,9	116 007,7	53 697,4	1 733 414,6
	Guinée-Bissau	1,6	12,8	0		324	0	3 270,7	2 111,4	5 720,4
	Mali	13 454,8	31 974,5	31 929,3	530		8 182,5	88 814,0	12 414,7	187 299,8
	Niger	19 622,1	16 250,1	5 491,5	0	57 422,5		9 401,6	8 443,7	116 631,5
	Sénégal	18 142,0	36 502,0	120 080,9	66 474,6	715 128,5	14 927,6		52 415,8	1 023 671,3
	Togo	104 230,1	117 690,2	73 209,2	154,6	75 779,3	39 157,9	32 601,8		442 823,2
	UEMOA	206 305,0	741 699,8	281 541,4	68 440,5	2 024 270,0	179 433,6	260 664,4	187 574,6	3 949 929,4

Source : BCEAO

Annexe 15 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2018	2019	2020	2021	2022
EUROPE	658 666	722 539	688 280	658 903	1 005 473
UNION EUROPEENNE (EU)	493 057	515 036	520 240	513 147	724 082
ZONE EURO	433 162	431 976	431 017	429 846	683 622
France	147 897	153 260	147 556	170 609	269 303
Allemagne	69 513	59 759	69 663	61 442	64 686
Italie	32 191	42 198	45 968	25 346	32 352
Pays-Bas	63 704	46 436	61 073	66 460	100 793
Belgique	36 255	42 636	31 252	40 249	115 418
GRECE	414	359	5 676	8 170	16 826
Espagne	43 279	29 147	42 415	35 329	4 397
AUTRES PAYS D'UE	59 895	83 060	89 223	83 302	40 461
Royaume-Uni	25 155	38 163	38 767	4 397	18 758
Danemark	10 494	10 145	6 048	4 525	8 142
AUTRES PAYS D'EUROPE	168 119	217 387	192 591	178 075	281 391
Suisse	8 841	3 483	3 118	2 912	7 765
Russie	110 395	164 703	139 230	109 677	226 903
Türkiye	25 810	31 192	40 595	63 256	61 541
AFRIQUE	770 937	800 908	772 813	843 709	949 692
UEMOA	560 010	559 531	543 687	610 014	741 700
Bénin	6 820	13 469	19 676	14 930	8 199
Burkina	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	348 327	343 494	296 701	351 554	531 072
Guinée-Bissau	-	-	-	19	13
Mali	49 389	55 897	42 044	40 190	31 975
Niger	15 638	21 055	52 860	59 759	16 250
Sénégal	39 156	39 081	30 434	37 140	36 502
Togo	100 680	86 534	101 972	106 422	117 690
CEDEAO (hors UEMOA)	104 543	149 712	131 954	135 452	175 030
Nigeria	5 967	5 528	4 667	6 942	11 957
Ghana	97 603	143 729	127 225	128 208	162 878
Guinée Conakry	67	139	0	291	164
Sierra Leone	2	133	0	5	13
CEMAC	606	2 655	596	234	3 863
Tchad	14	15	0	0	0
Cameroun	404	548	186	160	162
Congo	8	12	5 990	586	21
Gabon	8	4	409	74	16
République centrafricaine	7	2	0	0	81
Guinée équatoriale	166	2 075	0	12	3 544
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	105 779	89 009	96 577	98 009	147 895
Afrique du Sud	39 395	31 313	31 215	32 412	30 130
Maroc	32 081	34 673	24 964	26 671	30 047

Tunisie	14 029	10 097	9 289	10 549	12 467
Algérie	4 686	1 127	6 005	11 877	16 656
Libye	1 136	10	54	0	2
Egypte	9 847	6 462	9 910	15 217	16 480
Ethiopie	101	78	236	309	407
Ile Maurice	316	32	1 268	56	152
AMERIQUE	171 707	200 793	177 136	192 320	203 423
USA	119 505	133 087	144 874	151 740	154 457
Canada	14 063	15 934	12 841	11 155	9 298
Brésil	13 101	42 206	10 648	10 084	17 267
ASIE	646 486	598 346	579 514	750 892	923 548
Singapour	2 256	7 143	1 456	4 775	1 498
Chine	258 757	255 373	250 315	304 944	365 162
Japon	56 330	56 780	62 507	60 553	57 963
Inde	110 593	117 830	110 397	122 666	179 675
Emirats arabes unis	17 728	16 470	7 046	16 174	0
Thaïlande	33 402	26 703	9 315	11 581	16 360
Malaisie	8 002	4 658	5 893	33 751	13 718
Vietnam	6 630	8 084	0	0	27 075
Autres pays	9 149	22 305	7 375	4 796	233 979
TOTAL	2 256 947	2 344 890	2 225 119	2 450 620	3 316 115

Sources: BCEAO, INSD

Annexe 16 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Transport	-346 847	-357 252	-253 363	-287 858	-396 484
<i>Dont : Fret</i>	-335 253	-343 535	-242 554	-273 063	-343 050
Voyage	1 083	1 099	1 084	1 096	1 587
Autres services	-179 501	-183 630	-181 219	-190 280	-191 968
Services	-525 265	-539 783	-433 499	-477 043	-586 865

Source : BCEAO

Annexe 17 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2022
(En millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 669,2	1 228,7	256,9	802,4	4 366,4	5 265,9	8 536,4	24 125,9
	Burkina	23 054,7		8 666,8	164,3	3 734,8	4 197,5	4 821,1	12 734,9	57 374,1
	Côte d'Ivoire	33 219,8	36 997,8		143	3 726,7	4 939,2	2 950,5	16 027,7	98 004,6
	Guinée-Bissau	7,2	19,2	31,5		46,1	37,6	5 813,3	6,7	5 961,8
	Mali	3 821,2	12 841,2	11 285,6	1 520,4		3 289,2	4 980,6	4 872,9	42 611,1
	Niger	5 559,8	2 818,1	972,6	52,6	1 502,6		7 112,9	2 721,8	20 740,5
	Sénégal	2 525,0	6 556,1	2 639,2	1 826,8	3 468,8	1 345,5		1 098,8	19 460,2
	Togo	23 287,1	2 164,8	592,9	173,2	701,1	2 550,2	7 405,6		36 874,8
	UEMOA	91 474,9	65 066,4	25 417,3	4 137,2	13 982,4	20 725,7	38 350,0	45 999,2	305 153,0

Source : BCEAO

Annexe 18 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Revenus des salariés	-4 235	8 196	13 386	13 654	14 791
Revenus des investissements	-244 194	-288 242	-313 577	-503 624	-631 863
Autres revenus primaires	-18 534	-19 415	-19 661	-22 049	-30 704
Revenus primaires	-266 963	-299 461	-319 852	-512 020	-647 776

Source : BCEAO

Annexe 19 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Administrations publiques	123 306	169 278	235 022	146 183	169 475
Aides budgétaires	92 701	88 463	159 678	80 927	60 265
Autres secteurs	138 539	148 724	169 481	187 539	193 310
Dont : Envois de fonds des travailleurs	141 377	150 414	172 435	190 618	196 511
Revenus secondaires	261 845	318 002	404 503	333 721	362 784

Source : BCEAO

Annexe 20 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2022

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bi ssau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transfert s des migrants émis par pays	Bénin		4 960,7	9 505,7	141	1 699,1	10 821,6	6 943,0	5 251,2	39 322,3
	Burkina	11 614,1		17 206,2	43,6	21 843,5	6 225,8	7 753,0	15 153,9	79 840,1
	Côte d'Ivoire	40 629,2	60 783,7		619,7	70 896,5	13 804,3	52 295,2	41 776,2	280 805,0
	Guinée-Bi ssau	290,7	114,8	548,2		1 448,8	804,6	8 325,2	941,9	12 474,1
	Mali	4 032,7	21 994,2	22 323,1	79,6		9 000,6	19 506,9	6 520,3	83 457,5
	Niger	4 854,4	4 322,6	1 305,3	50,9	16 439,0		7 061,0	6 265,9	40 299,1
	Sénégal	4 532,3	14 221,7	26 996,2	1 713,8	33 394,1	7 681,9		6 482,4	95 022,4
	Togo	5 265,0	3 784,8	6 550,1	212,9	1 145,8	8 989,7	6 482,2		32 430,4
	UEMOA	71 218,4	110 182,4	84 434,8	2 861,6	146 866,8	57 328,5	108 366,5	82 391,8	663 650,9

Source : BCEAO

Annexe 21 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	211	127	228	233	239
Transfert en capital	175 626	125 804	197 041	235 488	260 714
Administrations publiques	122 390	71 772	141 931	179 305	203 426
Remises de dettes	0	0	0	0	0
Autres secteurs	53 236	54 032	55 110	56 183	57 288
Compte de capital	175 837	125 931	197 269	235 720	260 953

Source : BCEAO

Annexe 22 : Evolution du compte financier⁸

(En millions de FCFA)

Postes	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Investissements directs	-111 480	-85 858	52 746	20 428	-403 079
Investissements de portefeuille	-150 199	-119 991	-105 782	-440 498	-41 585
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-51 537	-46 747	44 561	45 571	492 136
Compte financier	-313 216	-252 596	-8 475	-374 498	47 472

Source : BCEAO

⁸ Les données analysées dans ce tableau proviennent de la balance des paiements, optique BCEAO.

Annexe 23 : Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

Postes	31 déc. 2021	Autres flux	31 déc. 2022	Var. en niveau	var. relative
ACTIFS	1 044 099	2 052	168 748	-877 403	-83,8%
Position de réserve au FMI	217 583	1 835	148 969	-70 449	-31,5%
Droits de tirage spéciaux (DTS)	21 906	218	17 680	-4 444	-19,3%
Numéraires et dépôts : créances sur les autorités monétaires	575	0	1 595	1 020	177,4%
Numéraires et dépôts : créances sur les autres institutions	804 035	0	504	-803 531	-99,9%
ENGAGEMENTS	576 683	4 061	792 839	212 095	37,5%
Crédits et prêts du FMI (autres que les réserves)	199 458	2 310	187 609	-14 159	-5,9%
Droits de tirage spéciaux (DTS)	140 416	1 751	142 167	0	1,2%
Numéraires et dépôts détenus	236 808	0	318 988	82 180	34,7%
Autres comptes à payer	1	0	144 075	144 074	
Actifs extérieurs nets	467 416	-2 009	-624 090	-1 089 497	-233,5%
Variations des Actifs extérieurs nets	124 363		-1 089 497		

Source : BCEAO

Annexe 24 : Evolution des actifs et engagements des AID

(en millions de FCFA)

Postes	31 déc. 2021	Autres flux	31 déc. 2022	Var. en niveau	var. relative
ACTIFS	2 455 932	0	2 968 304	512 372	20,9%
ENGAGEMENTS	286 596	0	372 143	85 547	29,8%
Actifs extérieurs nets	2 169 336	0	2 596 161	426 825	19,7%
Variations des Actifs extérieurs nets	391 134		426 825		

Source : BCEAO

Annexe 25 : Variation de la position extérieure globale nette entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022

(En millions de FCFA)

	Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période	Flux nets
A	Stock d'actifs financiers	7 725 244	2 052	7 916 524	189 229
1	Investissements directs	85 131	0	99 808	14 677
2	Investissements de portefeuille	3 153 852	0	3 450 698	296 846
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	3 442 162	0	4 197 271	755 109
4.1	Autres titres de participation	132 727	0	137 535	4 808
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	611 622	0	775 267	163 646
4.3	Prêts	628 531	0	790 128	161 597
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	21 502	0	24 824	3 322
4.5	Crédits commerciaux	1 106 166	0	1 218 827	112 662
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	941 615	0	1 250 689	309 074
5	Avoirs de réserves	1 044 099	2 052	168 748	-877 403
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	217 583	1 835	148 969	-70 448
5.3	Position de réserve au FMI	21 906	218	17 680	-4 443
5.4	Autres avoirs de réserve	804 611	0	2 099	-802 512
B	Stocks de passifs financiers	11 585 473	34 106	12 448 516	828 937
1	Investissements directs	1 974 792	0	2 392 548	417 756
2	Investissements de portefeuille	3 263 702	0	3 358 444	94 742
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	6 346 979	34 106	6 697 524	316 439
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	427 872	0	573 518	145 645
4.3	Prêts	4 192 527	32 355	4 400 330	175 447
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 919	0	2 504	-415
4.5	Crédits commerciaux	919 530	0	907 530	-12 000
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	663 714	0	671 476	7 762
4.7	Droits de tirage spéciaux	140 416	1 751	142 167	0
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-3 860 229	-32 054	-4 531 992	-639 708

Source : BCEAO

Annexe 26 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin décembre 2022

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	168 748	2 968 304	143 596	4 635 876	48 868	4 587 008	7 916 524
1	Investissements directs				99 808		99 808	99 808
2	Investissements de portefeuille		2 003 004	0	1 447 694	21 136	1 426 558	3 450 698
3	Dérivés financiers				0	0		0
4	Autres investissements		965 300	143 596	3 088 375	27 733	3 060 642	4 197 271
5	Avoirs de réserves	168 748	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	168 748
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	148 969	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	148 969
5.3	Position de réserve au FMI	17 680	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	17 680
5.4	Autres avoirs de réserve	2 099	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	2 099
	Stocks de passifs financiers	576 683	372 143	4 541 905	6 957 786	36 640	6 921 146	12 448 516
1	Investissements directs				2 392 548		2 392 548	2 392 548
2	Investissements de portefeuille		0	1 675 111	1 683 333	932	1 682 400	3 358 444
3	Dérivés financiers		0		0	0	0	0
4	Autres investissements	576 683	372 143	2 866 793	2 881 905	35 707	2 846 198	6 697 524
	Position extérieure globale nette	-407 934	2 596 161	-4 398 309	-2 321 910	12 229	-2 334 138	-4 531 992

n.a. (non applicable) : aucune donnée dans cette cellule.

Source : BCEAO

Annexe 27 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin décembre 2022

(En millions de FCFA)

	Postes	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	4 953 777	690 332	2 272 415	7 916 524
1	Investissements directs	79 846	6 636	13 326	99 808
2	Investissements de portefeuille	1 932 324	463 758	1 054 616	3 450 698
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	2 119 327	219 939	1 858 005	4 197 271
5	Avoirs de réserves	822 280	0	-653 532	168 748
5.1	<i>Or monétaire</i>	0	0	0	0
5.2	<i>Droits de tirage spéciaux</i>	0	0	148 969	148 969
5.3	<i>Position de réserve au FMI</i>	0	0	17 680	17 680
5.4	<i>Autres avoirs de réserve</i>	822 280	0	-820 181	2 099
	Stocks de passifs financiers	3 439 655	1 697 916	7 310 945	12 448 516
1	Investissements directs	405 067	425 405	1 562 076	2 392 548
2	Investissements de portefeuille	2 482 032	197 036	679 376	3 358 444
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	552 555	1 075 476	5 069 493	6 697 524
	Position extérieure globale nette	1 514 122	-1 007 584	-5 038 530	-4 531 992

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int